

Université de Zagreb  
FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES ET  
SOCIALES  
DÉPARTEMENT D'ÉTUDES ROMANES

**La responsabilité pénale des personnes morales en droit français**

MÉMOIRE DE MASTER  
MASTER EN LANGUE ET LETTRES FRANÇAISES  
**FILIÈRE TRADUCTION**  
(Niveau M2)

*responsable de la formation:*  
Dr.sc Évaine Le Calvé Ivičević

*présenté par:*  
Mia PETRIČUŠIĆ

Septembre 2016

# 1. INTRODUCTION

Pour faire une bonne traduction, il est essentiel de bien comprendre le domaine traité et de connaître sa terminologie. Prenant cela en considération nous avons choisi un domaine qui nous est familier étant donné que nous avons une solide connaissance du droit pénal croate. Quand même, le sous-domaine de la responsabilité pénale des personnes morales est une nouveauté pour nous et ainsi un challenge.

Les systèmes juridiques du droit continental, y compris le droit français et le droit croate, appliquèrent pendant longtemps la règle de l'irresponsabilité pénale des personnes morales, en ce sens que ces personnes ne pouvaient pas être condamnées pénalement. En effet, la jurisprudence considérait qu'uniquement les personnes physiques peuvent être pénalement responsables. Même si une infraction était commise par une personne morale, la responsabilité pénale pesait sur les personnes physiques par lesquelles elle avait commis cette infraction. C'est ainsi que les personnes morales, notamment les grandes entreprises et les puissantes associations, pouvaient continuer leur activité sans aucune conséquence sur leurs résultats économiques. Or, le développement industriel et technique et surtout les inexactitudes et erreurs évidentes dans la gestion des entreprises et des usines ont montré que le principe de responsabilité pénale devrait être élargi, si bien qu'il s'applique désormais aussi aux personnes morales. D'ailleurs, la responsabilité pénale des personnes morales a été introduite en droit français en 1994 et en droit croate 8 ans plus tard, en 2002.

Ce travail terminologique est divisé en deux parties. Tout d'abord il convient de présenter le cadre théorique de la terminologie. Ainsi, dans la première partie, nous avons brièvement présenté l'évolution et les diverses définitions de la terminologie. Puis nous avons déterminé son objet central, le terme, et l'avons mis en corrélation avec le mot. Ensuite, nous avons essayé de donner une définition de la langue de spécialité et de la comparer avec la langue commune ou générale. Après la présentation de la théorie de la terminologie, nous avons présenté la méthodologie du travail terminologique en déterminant le domaine, le corpus et les principaux produits terminologiques : glossaire, fiche, arborescence. À la fin de la première partie ou partie théorique nous avons présenté le domaine traité. Dans la deuxième partie, ou partie pratique, nous avons proposé la traduction en croate de quatre différents types de textes traitant le même sujet - la responsabilité pénale des personnes morales. Après la traduction, nous avons élaboré un glossaire avec des notions importantes pour mieux comprendre ces textes juridiques. Dans la suite nous avons fait une analyse plus détaillée de douze termes qui sont présentés dans les fiches terminologiques. Nous avons ensuite essayé d'organiser les termes les plus importants sous la forme d'une arborescence, pour illustrer les relations entre ces notions. Finalement, nous avons englobé le tout et proposé une conclusion sur les difficultés et les particularités de la traduction de ce type de textes.

Le but de ce mémoire est d'élucider un peu le domaine du droit pénal, notamment une partie de ce domaine qui est assez nouvelle dans le droit croate, et particulièrement de montrer les difficultés auxquelles un traducteur est confronté en traduisant un texte spécialisé.

## 2. TERMINOLOGIE

La terminologie a été développée pour satisfaire des besoins pratiques par suite du grand développement technique dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Étant donné que l'industrialisation rapide et le développement économique et social ont provoqué la vaste création de nouveaux produits et phénomènes qui n'existaient pas avant, il fallait trouver des termes pour les nommer. Cabré (1999 : 8) souligne que les changements sociaux, techniques et scientifiques ont eu et gardent « un impact profond sur les systèmes de communication, le statut des langues et la valeur de la terminologie spécialisée sur le marché de savoir ». C'est Eugen Wüster, ingénieur autrichien, qui s'est rendu compte de la nécessité d'un outil pratique pour éliminer l'ambiguïté dans la communication scientifique et technique (Cabré, 1999 : 5 - 6). Cet outil pratique est la terminologie. Dans les années 1930 Wüster a établi un certain nombre de principes pour les méthodes du travail terminologique. En outre, il a proposé des arguments pour la systématisation des méthodologies terminologiques, ce qui a constitué la base pour sa théorie terminologique, élaborée sous le nom de « Théorie général de la terminologie » (TGT). Eugen Wüster est de plus le père fondateur de la première école terminologique – l'École de Vienne. Bien que cette école ne soit pas la seule école de terminologie, deux autres écoles importantes sont celle de Prague et l'école soviétique, elle était la plus célèbre. De surcroît, elle existe encore aujourd'hui. Compte tenu de ce qui précède on comprend pourquoi il est considéré comme le père de la terminologie en tant que science séparée de la linguistique.

D'ailleurs, la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle est considérée comme le début de la terminologie moderne et aussi comme son époque dorée. Depuis, la terminologie moderne a continué et n'a jamais cessé de se développer en répondant à des besoins pratiques d'ordre technique, informatique et scientifique en général.

### 2. 1. Définition de la terminologie

Bien que presque cent ans se soient écoulés depuis le début de la terminologie moderne il existe toujours plusieurs points de vue sur la terminologie même et les notions terminologiques.

Le terme terminologie est un terme polysémique qui désigne tout d'abord l'ensemble des termes caractéristiques des langues de spécialité, donc le vocabulaire spécialisé. Selon Dubuc (2002 : 3), la terminologie est un « ensemble de termes propres à une activité ou à une discipline ». Dans un sens plus étroit, la terminologie signifie un domaine de savoir qui étudie les notions et leurs représentations ou dénominations dans le cadre des vocabulaires spécialisés – science de la terminologie (Helmut, 1987 : 1). Silvia Pavel et Diane Nolet dans leur *Précis de terminologie*, définissent la terminologie comme « une discipline linguistique consacrée à l'étude scientifique des concepts et des termes en usage dans les langues de spécialité » (2001 : 17). En outre, la terminologie désigne aussi « les méthodes propres au

travail terminologique » (CST, 2003 : 11). La polysémie de ce terme ressort clairement de la définition écrite par Marie-Claude L'Homme, dans laquelle elle a réussi à englober les trois aspects du terme en constatant que la terminologie est « l'ensemble des termes d'un domaine ; l'ensemble de modèles et pratiques visant à décrire les termes ; la science dont l'objet est constitué par les termes, les concepts qu'ils désignent et les relations existant entre les concepts » (L'Homme, 2004 : 31). Par contre, Gouadec n'a pas uni tous les aspects différents de la terminologie dans une même définition, mais il a fait une différence entre *la* terminologie, *une* (chaque) terminologie et *les* terminologies. Par cette distinction la terminologie est « la discipline ou science qui étudie les termes, leur formation, leurs emplois, leurs significations, leur évolution, leurs rapports à l'univers perçu ou conçu ». Ensuite, une terminologie est « ensemble de désignations c'est-à-dire des termes dont le champ d'utilisation est délimité ou, au moins, limité et spécifique ». Les terminologies sont quant à elles, les ensembles de termes d'extension commune et elles constituent l'objet de la terminologie comme une science ou une discipline (Gouadec, 1990 : 3).

Quelle que soit la définition que nous lui donnons, étant donné qu'elle fait partie de chaque discipline ou domaine professionnel, ou qu'au moins elle devrait le faire, son importance dans la vie quotidienne est remarquable. La terminologie est indispensable aux traducteurs et aussi aux différentes disciplines scientifiques car elle leur permet de composer un vocabulaire ou une terminologie systématique qui est essentielle pour qu'une discipline soit indépendante. Vu le grand développement technique et informatique d'aujourd'hui et l'augmentation du nombre de découvertes et de connaissances qui doivent être nommées, nous estimons que la terminologie est importante et qu'elle a une grande influence notamment pour les nouvelles disciplines et celles en création car elle aide à construire un arbre de domaine, ce qui nous permet de mieux les comprendre.

Il est évident qu'un traducteur ne peut pas connaître tous les sujets éventuels de ses prochains projets, et qu'il est impossible pour lui d'avoir connaissance de tous les domaines scientifiques. Toutefois, il devrait posséder une compréhension terminologique approfondie pour que son travail soit d'une bonne qualité et professionnellement accompli.

## **2. 2. Types de terminologie**

Selon les différentes méthodes de recherche terminologique nous pouvons distinguer divers types de terminologie. Ce sont trois paires de types opposants: les terminologies générale et différentielle ; les terminologies unilingue et multilingue ou comparée ; les terminologies ponctuelle et systématique.

### **2. 2. 1. Terminologie générale et terminologie différentielle**

Gouadec dans son œuvre *Terminologie Constitution des données* (1990) oppose deux types de terminologie. Selon lui le but de la terminologie générale est d'analyser « les principes de désignation et d'usage des désignations dans les domaines spécialisés ». Tandis que la terminologie différentielle « tente d'établir des éléments de comparaison entre systèmes de désignation de domaine à domaine ou de langue à langue dans un même domaine » (Gouadec, 1990 : 13). Plus précisément, il s'agit de la terminologie qui

compare différents termes dans une même langue et de la terminologie qui le fait dans deux ou plusieurs langues.

### **2. 2. 2. Terminologie unilingue et terminologie comparée**

Ainsi qu'il ressort du sous-chapitre précédent, la différence entre ces deux types de terminologie est le nombre de langues, à savoir de langues spécialisées dont les termes sont traités dans le travail terminologique. S'il s'agit des termes d'une seule langue nous parlons de terminologie unilingue, alors que dans le cas de termes de plusieurs langues nous parlons de terminologie comparée. Ladite peut être bilingue ou multilingue.

### **2. 2. 3. Terminologie ponctuelle et terminologie systématique**

Dans les *Recommandations relatives à la terminologie* (2003), les auteurs ont comparé la terminologie ponctuelle et la terminologie systématique, ou plutôt la recherche ponctuelle et la recherche systématique. La recherche ponctuelle résout au plus vite des problèmes terminologiques car elle traite les termes, les néologismes ou expressions isolés. Donc, la terminologie ponctuelle est un aspect de cette discipline qui étudie les termes isolés. Toutefois, les auteurs indiquent que « le résultat de la recherche ponctuelle n'est pas toujours satisfaisant » (CST, 2003 : 46). À l'opposé, la terminologie systématique ou thématique est un travail qui examine tout ou partie d'un domaine de spécialité. Les auteurs constatent que « en comparaison avec la recherche ponctuelle, la terminologie systématique ou thématique est d'un rapport bien supérieur » puisqu'elle s'occupe de l'ensemble de termes d'un domaine ou d'un sous-domaine en mettant en évidence « les relations entre les notions propres à ce domaine » (CST, 2003 : 47).

## **2. 3. Terme**

Le terme, appelé aussi unité terminologique ou terminologisme, est l'unité de base ou l'objet central de la terminologie. Ainsi, pour un travail terminologique il est essentiel de le définir et d'expliquer ses caractéristiques principales.

Eugen Wüster, le père de la terminologie moderne, définit le terme comme « une étiquette linguistique servant à matérialiser le véritable objet de la terminologie, à savoir concept » (L'Homme, 2005 : 1125). Selon M. Teresa Cabré (1994 : 588) cette définition est médiocre et exige une surévaluation du concept. Dubuc (2002 : 57) propose une définition plus profonde : « L'unité terminologique est l'appellation d'une notion propre au domaine étudié soit parce qu'elle appartient exclusivement à ce domaine, c'est-à-dire qu'elle ne se retrouve dans aucun autre, soit qu'elle fait l'objet d'une utilisation particulière à ce domaine. » Gouadec indique qu'un terme sert à désigner un concept, un objet, un « processus de la réalité perçu ou conçu » (Gouadec, 1990 : 3). Ainsi, il souligne que le terme est une unité de désignation. Finalement, selon Cabré (1994 : 590), les termes sont des unités de sens distinctifs et significatifs qui interviennent de façon naturelle dans le discours spécialisé pour se référer aux objets structurés. Tenant

compte de tout ce qui précèdent, nous allons offrir une définition de terme conformément aux traits principaux des définitions proposées par les théoriciens de la terminologie. Selon nos conclusions, le terme peut être défini comme une unité linguistique dotée d'un sens spécialisé, qui constitue l'objet central de la terminologie car elle sert à désigner les notions d'un domaine. En outre, l'ensemble des termes constitue la terminologie propre à une certaine spécialité.

Pour mieux comprendre le terme il est essentiel de déterminer la notion. La notion ou d'après certains théoriciens le concept est « une représentation mentale qui retient les caractéristiques communes à un ensemble d'objets » (L'Homme, 2004 : 25). Néanmoins, la notion est seulement une partie du terme, celle du contenu, tandis que la seconde partie – la dénomination – présente la forme linguistique de cette notion ou son expression qui « peut être un mot, un groupe ou une combinaison de mots, ou encore une locution » (CST 2003 : 14).

D'ailleurs, il faut déterminer un seul terme pour une notion appartenant au domaine traité pour faciliter la communication ainsi que la traduction. Il ressort des considérations qui précèdent qu'un terme idéal doit être prescriptif, univoque et monosémique pour qu'il puisse garder son sens dans ses différents emplois.

### **2. 3. 1. Types de termes**

Les termes peuvent être composés d'un ou de plusieurs mots. Selon ce critère nous pouvons diviser les termes en deux groupes : termes simples et termes complexes. Le premier groupe est constitué des unités lexicales composées d'un seul mot (ex. peine, infraction, amende) tandis que le deuxième groupe inclut les termes composés de plusieurs mots ou, selon L'Homme (2004 : 59), « plusieurs entités graphiques séparées par des blancs ou par des diacritiques ».

Conformément au critère de pertinence nous pouvons distinguer les termes pertinents et les termes non pertinents. Lorsqu'un terme appartient ou est relatif à un domaine particulier, nous disons que c'est un terme pertinent.

### **2. 3. 2. Différence entre terme et mot**

Le terme et le mot sont souvent confondus dans la langue courante, mais entre eux il y a une grande différence qui est surtout importante pour les terminologues, mais aussi pour les traducteurs. Tout d'abord, les mots de la langue courante ne constituent pas des termes. Cela provient de deux plus grandes différences entre les termes et les mots. En premier lieu, le mot est déterminé comme une chaîne de caractères isolés par des blancs correspondants à un sens, tandis que le terme est défini comme un mot qui appartient à un vocabulaire spécialisé (Petit Robert, 2001 : 2500). Selon Dubuc (2002 : 35), si on assigne une spécialité à un mot, il devient un terme. Ainsi, la première caractéristique distinctive entre un terme et un mot est le sens spécialisé du terme et son appartenance à un domaine spécialisé. D'autre part, le mot se définit comme une unité signifiante, la plus petite qui peut exister de façon autonome dans une phrase. Par contre, le terme peut dépasser les limites du mot parce qu'il peut être un syntagme, un acronyme, une abréviation, une formule chimique etc. Pour notre travail terminologique qui opère un sujet juridique,

c'est-à-dire un sujet de droit pénal, il est notamment important qu'un terme puisse être constitué d'un adage (proverbe latin). Ce dernier est commun dans les textes juridiques.

À la fin, nous allons ajouter un autre trait distinctif entre terme et mot. D'après Philippe Thoiron et Henri Béjoint « un terme ne peut exister que s'il correspond à une définition ». Par contre, selon les mêmes auteurs, « les mots n'ont pas besoin d'être définis pour être utilisés » (2010 : 109).

## **2. 4. Langue de spécialité**

Parmi les dimensions que chaque langue possède, nous découvrons la langue générale ou commune et la langue spécialisée ou la langue de spécialité. En outre, tout domaine de spécialité doit avoir sa propre langue de spécialité.

La langue spécialisée peut être décrite comme un sous-groupe ou une variante de la langue générale. Silvia Pavel et Diane Nolet, dans leur *Précis de terminologie*, donnent une précision de ce terme : « Si la langue commune est celle dont on se sert dans le quotidien, la langue spécialisée est celle de la communication sans ambiguïté dans un domaine particulier du savoir ou de la pratique, basée sur un vocabulaire et des usages linguistiques qui lui sont propres. » (2001 : 15). D'ailleurs, ISO définit la langue spécialisée de façon similaire, constatant qu'elle est « un sous-système linguistique qui utilise une terminologie et d'autres moyens linguistiques qui vise la non-ambiguïté de la communication dans un domaine particulier ». Tenant compte des considérations précédentes, nous pouvons conclure que le trait distinctif entre une langue de spécialité et une langue commune est la terminologie, ou plus précisément, un ensemble de termes de sens spécialisé.

Cabré (1994 : 592) indique que la langue de spécialité est caractérisé par trois variables : la thématique ou le sujet, les utilisateurs et les situations de communication qui la distingue de la langue commune. De surcroît, chaque langue de spécialité a son propre vocabulaire, ses usages linguistiques, ainsi que la structure spécifique de syntaxe. C'est surtout évident dans la langue juridique dont la syntaxe est caractérisée par des phrases longues, locutions latines et utilisation de la forme passive. Tout bien considéré, nous pouvons classer les langues de spécialité en deux subdivisions. La subdivision horizontale les classe par domaines – droit, psychiatrie, physique et la subdivision verticale les classe par le degré d'abstraction – langue scientifique, langue technique et langue didactique etc.



### **3. METHODOLOGIE DU TRAVAIL TERMINOLOGIQUE**

Selon Pavel et Nolet, la méthodologie du travail terminologique réunit « l'ensemble des techniques et des procédures adoptées pour arriver à un but déterminé » (Pavel et Nolet, 2001 : 31). Comme nous l'avons déjà constaté, le but de ce mémoire de master est de proposer une traduction sur le thème de la responsabilité pénale des personnes morales et de montrer notre démarche terminologique, c'est-à-dire la méthodologie terminologique. Après avoir exposé brièvement la terminologie et avant de passer à la partie pratique de ce mémoire, nous allons définir, du point de vue théorique, les étapes du travail terminologique que nous avons suivies. Ce sont : le domaine, le corpus, le glossaire, la fiche terminologique et l'arborescence.

#### **3. 1. Domaine**

La première étape de chaque travail terminologique est de délimiter le domaine de travail ou, selon Gouadec, le champ d'actualité (1990 : 28). Les limites de notre travail terminologique sont établies par le domaine choisi. Afin de traduire correctement un texte spécialisé il faut avoir une solide connaissance des langues de travail, mais aussi du domaine auquel appartient le texte à traduire.

D'ailleurs, le domaine de travail ou le domaine de spécialité est « un domaine de la connaissance humaine, souvent associé à une activité socio-professionnelle » (L'Homme, 2004 : 22). Selon une autre définition, le domaine de spécialité est « l'ensemble des objets concrets et abstraits qui entretiennent entre eux des liens étroits en raison de l'utilisation spécialisée qui en est faite » (CST, 2003 : 88). Donc, un domaine est composé de notions reliées entre eux sur la base d'appartenance au même sujet. Cela ressort aussi de la définition qui détermine le domaine comme un « sphère de l'activité humaine fortement délimitée thématiquement » (Pavel et Nolet 2001 : 107). Cette sphère de notre travail terminologique est la responsabilité pénale qui est par ailleurs un sous-domaine d'un domaine plus grand et plus général, celui du droit pénal.

Comme indiqué précédemment, la délimitation du domaine nous permet de constater les limites de notre travail terminologique vu que les notions, et non seulement les notions, sont déterminées par le domaine de spécialité. Le domaine est à la base du corpus, des fiches terminologiques, du glossaire et de l'arborescence. Parc souligne que grâce à la délimitation d'un domaine précis « il est possible d'identifier et de structurer la terminologie, mais aussi d'organiser la progression du travail » (Parc, 1992 : 220). Il est donc essentiel de bien délimiter le domaine de travail, ou de préciser « la nature et l'étendue du champ d'investigations » (Parc, 1992 : 220), pour comprendre correctement les textes que nous traduisons. Cependant, L'Homme (2004 : 56) constate que « les frontières entre les domaines ne sont pas étanches » et cela est la cause de la polysémie. Comme nous avons déjà mentionné, les termes devront être univoques et monosémiques. La délimitation juste permet de réduire les problèmes de polysémie en organisant les termes par domaines. La délimitation du domaine nous aide de plus à « mieux situer et

comprendre une notion » (CST, 2003 : 27) et par conséquent, elle nous permet de bien rédiger la définition dans la fiche terminologique, dont nous allons parler plus en détail dans un des sous-chapitres suivants.

Pour conclure, sans la bonne connaissance de la langue de travail et du domaine traité il est difficile de délimiter correctement le domaine de travail et sans la bonne délimitation du domaine il est impossible de réaliser un bon travail terminologique.

### 3. 2. Corpus

Après avoir délimité notre domaine de spécialité il faut constituer un corpus ou « un ensemble de textes représentatifs » (L'Homme, 2004 : 123). Selon Le Calvé Ivičević, un corpus est « un ensemble de documents traitant du domaine sous étude, et ce provenant de sources diverses : journalistique, vulgarisation, information officielle au public, administration, texte scientifique, et autres, et faisant figurer des textes de divers degrés de spécialité. » (Le Calvé Ivičević, 2011 : 210).

La recherche terminologique s'organise à partir d'un corpus et donc, pour avoir une recherche fructueuse, la sélection des textes appropriés est essentielle. Les textes appropriés sont ceux qui portent sur le domaine et qui contiennent les termes appartenant au domaine traité. Ainsi, notre documentation ou corpus doit être constitué de textes spécialisés qui doivent fournir des attestations des termes, c'est-à-dire une preuve que ces termes existent et qu'ils sont utilisés par les spécialistes (L'Homme, 2004 : 120). Pavel et Nolet soulignent aussi l'importance de la constitution d'une documentation riche car « la qualité de la terminologie en dépend » (Pavel et Nolet, 2003 : 49). Dans son ouvrage *La terminologie : principes et techniques*, L'Homme a énuméré neuf critères dont nous devons tenir compte en choisissant les textes qui entrent dans le corpus : domaine, langue (d'origine et du texte), niveau de spécialité, type de document, support, date de parution, données évaluatives, enfin taille et équilibre. Nous allons brièvement présenter ces critères.

Tout d'abord les textes choisis doivent refléter le mieux possible le **domaine** ou le sous-domaine délimité. Ensuite, la sélection des textes spécialisés doit être faite dans chacune des **langues** faisant l'objet du travail terminologique. En outre, les textes qui font partie du corpus ne doivent pas être des traductions, mais des textes rédigés dans la langue d'origine qui reflète l'usage réel dans le domaine. Le critère suivant est le critère du **niveau de spécialisation** des textes. L'Homme distingue trois types de textes : 1) les textes de haut niveau écrits par les experts pour les experts ; 2) les textes de moyen niveau écrits par les experts pour les non-experts ; 3) les textes de bas niveau écrits par les non-experts pour les non-experts<sup>1</sup>. Ensuite, nous distinguons divers **types de document**, par exemple : manuel pédagogique, catalogue, article scientifique, guide d'utilisation, publicité, thèse, mémoire, etc. Ce critère est lié au précédent vu que le type de document peut signaler le niveau de spécialisation. Concernant le critère du **support**, il faut

---

<sup>1</sup> En déterminant cette qualification L'Homme se réfère à Pearson qui, dans *Terms in Context* (1988), a constaté quatre niveaux de spécialisation : a) expert à expert ; b) expert à un expert d'un domaine connexe ; c) didactique ; d) vulgarisation

dire que la recherche terminologique s'appuie principalement sur des textes écrits. Par la suite, le critère de la **date de parution** dépend du projet examiné, mais les textes plus récents sont privilégiés et quant aux **données évaluatives**, les textes écrits par les auteurs renommés ou publiés par les maisons d'édition prestigieuses sont considérés plus fiables. Le critère qui reste est celui de **la taille et l'équilibre**. Il suffit de constater que la quantité n'est pas toujours le signe de la qualité (L'Homme, 2004 : 126 – 128). Alors, après avoir choisi soigneusement notre corpus, nous pouvons procéder au dépouillement terminologique ou au « repérage des unités terminologiques » (Pavel et Nolet, 2001 : 19) du domaine sous étude.

Comme la langue, un corpus peut être général ou spécialisé. Le corpus spécialisé, qui est l'objet de notre travail terminologique, se divise en : monolingue, bilingue et multilingue. Ledit corpus peut être aligné et comparable. Selon L'Homme (2004 : 131) les corpus alignés sont composés d'un texte original et l'une de ses traductions. Par contre, les corpus comparables sont composés de deux ou plusieurs ensembles de textes qui possèdent des caractéristiques communes, dont aucun n'est une traduction.

Avant de commencer notre travail terminographique, nous avons collecté la documentation du sujet traité, c'est-à-dire le corpus, en respectant les critères définis ci-dessus. Étant donné « qu'un document unique ne saurait constituer un corpus complet » (Le Calvé Ivičević, 2011 : 209) nous avons essayé de sélectionner des textes différents pour assurer une certaine représentativité. Néanmoins, nous avons fait attention concernant les textes non-spécialisés puisque les non-experts, en parlant du droit, utilisent souvent des termes de différents domaines ou sous-domaines et ils n'utilisent pas les termes pertinents. Notre corpus est donc composé de textes écrits par des experts, provenant de sources et de types de documents divers. Dès lors que chaque recherche juridique doit commencer par un texte législatif traitant le sujet en question, le premier texte que nous avons traduit est une partie du Code pénal portant sur la responsabilité pénale des personnes morales. C'est un texte écrit par des experts pour des experts et il s'agit d'un texte très spécialisé. Nous l'avons choisi parce qu'il est impossible de parler de la responsabilité pénale sans se référer à la base de cet institution juridique. Le deuxième texte est un texte du niveau didactique sous le titre *Droit pénal général : Point sur la responsabilité pénale des personnes morales*. S'agissant d'un texte qui s'adresse aux spécialistes en devenir nous sommes d'opinion que ce texte est convenable d'introduire les lecteurs de ce mémoire à son sujet. Quant au troisième texte, il s'agit d'un texte statistique. Plus précisément c'est un bulletin statistique publié par le ministère de la Justice de la République française. Ce texte nous a été très utile car il contient beaucoup de termes spécialisés. À la fin, pour notre dernier texte, nous avons choisi le texte sous le nom *Responsabilité pénale des personnes morales : l'imputation revient sur le devant de la scène*. Comme ce titre l'indique, ce texte est plus spécialisé que les autres vu qu'il ne se rapporte pas à la responsabilité pénale des personnes morales en général mais plutôt à un aspect de cette responsabilité.

### 3. 3. Glossaire

Une des tâches de notre travail terminologique était d'établir un glossaire sur la base des textes que nous avons traduits. Le glossaire est l'ensemble de termes pertinents du domaine étudié. Comme notre

glossaire devrait être un glossaire bilingue (franco-croate), la première étape était de clarifier les notions dans la langue source (le français). Après avoir trouvé les équivalents dans la langue cible (le croate), nous avons comparé les notions de ces deux langues. En établissant l'équivalence nous avons composé un glossaire (CST, 2003 : 55). En composant un glossaire il faut faire attention à ne choisir que les termes qui désignent une notion du domaine de spécialité traité.

Notre glossaire est composé de termes simples et de termes complexes. Les termes simples dans notre glossaire sont des termes tels que *infraction*, *peine* et *amende* et les termes complexes sont par exemple *casier judiciaire* et *homicide involontaire*. La plupart des termes de notre glossaire sont de nature nominale, en effet ce sont des noms et des syntagmes nominaux.

### **3. 4. Fiche terminologique**

La fiche terminologique est un « modèle de présentation des données qui regroupe en divers champs tous les renseignements disponibles relatifs à un concept spécialisé » (Pavel et Nolet, 2001 : 109). Un ensemble de fiches reliées logiquement dans une base de données s'appelle fichier terminologique. D'après Dubuc la fiche terminologique est un « document qui contient, sous une forme facilement accessible et repérable, des renseignements permettant d'identifier un terme, associé à un contenu notionnel suffisant, dans un domaine donné et dûment attesté par une source digne de foi » (Dubuc, 2002 : 81). Ainsi, une fiche terminologique est un formulaire qui contient les informations les plus importantes sur un seul terme.

Pitar, dans son article *La fiche terminologique – expansion et applications*, constate deux séries de champs de la fiche : les champs offrant des informations principales sur les concepts du domaine et les champs offrant des informations sur le terme (2011 : 71), mais quand même, elle ajoute un troisième champ, celui de contexte. D'une part, les champs qui portent sur le terme donnent des informations sur les formes du terme : le terme vedette, la valeur grammaticale, le statut, l'équivalent dans une ou plusieurs langues, les synonymes et les syntagmes. D'autre part, les champs portant les informations sur les concepts sont le domaine, le sous-domaine, la définition, la représentation du concept et les relations entre les concepts. En outre, le champ du contexte peut appartenir aux deux champs présentés en fonction du type de contexte. Donc, les contextes explicatif et associatif peuvent faire partie du champ portant sur le concept et le contexte linguistique de celui portant sur le terme (Pitar, 2011 : 71–73).

Il ressort des considérations précédentes que la fiche terminologique doit avoir un maximum de données terminologiques relatives à la notion pour qu'elle puisse permettre à l'utilisateur qui la consulte de comprendre correctement la notion décrite et d'utiliser justement le terme qui désigne cette notion (Francoeur, 2015 : 24). Selon Pavel et Nolet, ces données doivent renseigner l'utilisateur au moins sur les domaines d'emploi du concept, les langues dans lesquelles il est circonscrit, les termes qui le désignent, la définition du concept ou toute autre justification textuelle, et les sources (Pavel et Nolet, 2001 : 9). Afin

que la fiche terminologique remplisse les finalités mentionnées, elle doit répondre aux critères principaux : la validité, la concision, l'activité et la complémentarité des données (Pavel et Nolet, 2001 : 48).

Compte tenu de tout ce qui précède, nous pouvons conclure qu'une fiche terminologique est indispensable à tout travail terminographique car, comme le souligne Pitar, elle constitue « la forme de base, l'instrument et la finalité du travail terminographique » (Pitar, 2011 : 70).

### **3. 5. Arborescence**

L'arborescence, appelée aussi arbre de domaine et arbre analogique, est « la représentation, sous une forme pyramidale, des notions clés d'un domaine et des relations qu'elles entretiennent entre elles » (Zafio, 1985 : 161). En outre, il permet « d'ordonner l'ensemble des notions d'un domaine donné selon les thèmes et les catégories d'objets qui se font jour dans la phase d'initiation au domaine et lors du dépouillement des textes » (CST, 2003 : 53). Donc, l'arborescence est essentielle pour un travail terminologique parce qu'elle sert à établir les relations entre les termes d'un domaine spécialisé.

Un arbre de domaine peut être une arborescence verticale ou une arborescence horizontale. La différence entre ces deux types d'arbre de domaine est dans la position du sommet. Plus précisément, le sommet de l'arborescence verticale est situé au point le plus haut du schéma, tandis que dans l'arborescence horizontale le sommet du schéma occupe l'espace le plus à gauche de la page. L'arborescence à progression horizontale convient aux domaines plus vastes mais sa progression est limitée par la longueur de la page (Zafio, 1985 : 164 – 165).

Nous avons déjà mentionné que l'arbre de domaine est nécessaire pour établir les relations entre les termes. En constituant une arborescence nous classifions les termes dans un système hiérarchique. Dans ce système il y a trois types de relations entre termes. Tout d'abord, la relation d'hyperonyme et d'hyponymie est une relation entre la notion superordonnée et la notion subordonnée. Dans l'arborescence nous l'identifions selon le niveau hiérarchique directement supérieur et directement inférieur. Ensuite, selon Gouadec, les isonymes<sup>2</sup> sont des termes de même niveau car ses référents « appartiennent à une même catégorie ou à un même type » (Gouadec, 1990 : 50).

Tout compte fait, un arbre de domaine nous permet de visualiser les notions clés de notre domaine et les relations entre celles ce qui nous aide à présenter notre domaine le mieux possible.

---

<sup>2</sup> La relation opposée de l'isonymie est l'antonymie, mais elle ne fait pas la partie des relations de l'arborescence.

#### **4. DOMAINE DU DROIT PÉNAL – La responsabilité pénale des personnes morales**

Pour notre travail terminologique nous avons choisi le domaine du droit pénal ou plus précisément de la responsabilité pénale. Toutefois, nous avons décidé de traiter seulement une partie du domaine de la responsabilité pénale, celle concernant des personnes morales.

Le principe de la responsabilité pénale des personnes morales a été introduit en droit français à l'occasion de la rédaction du nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1994. Jusque-là, la responsabilité des personnes morales ne pouvait être que civile, administrative ou disciplinaire. Désormais, l'article 121-2 du Code pénal dispose que peuvent être poursuivies non pas simplement les personnes physiques mais également l'ensemble des personnes morales, à l'exclusion de l'État, à raison des « infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants » (Code pénal, 121-2). Mais de l'introduction de principe de la responsabilité pénale des personnes morales jusqu'à 2005, une limite avait été posée par le législateur quant aux infractions susceptibles d'être imputées à une personne morale. Il s'agissait du principe de spécialité, selon lequel une personne morale ne pouvait être pénalement responsable que dans les cas prévus par la loi ou le règlement. Par ailleurs, la loi du 9 mars 2004, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005, a abandonné cette restriction. Désormais, les personnes morales sont potentiellement justiciables des mêmes infractions que les individus.

Le législateur croate a introduit le principe de la responsabilité pénale des personnes morales dans le droit croate dix ans après le législateur français, en 2004. En remplissant les obligations selon Accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et la République de Croatie, le Parlement croate a adopté, le 11 septembre 2003, la loi de la responsabilité des personnes morales pour les infractions (Zakon o odgovornosti pravnih osoba za kaznena djela, NN151/03, 110/07, 45/11, 143/12) qui est entré en vigueur le 25 mars 2004. Il s'agit d'une loi composée de seulement 37 articles, vu que la responsabilité pénale des personnes morales est liée à celle des personnes physiques. Ainsi, la loi de la responsabilité des personnes morales est liée à la loi pénale et aux autres lois traitant les infractions et la responsabilité pénale. De façon analogue au droit français, les personnes morales sont responsables de plein droit de l'ensemble des infractions, sauf si le législateur exclut expressément cette responsabilité.

La motivation pour décrire ce domaine dans notre travail terminologique ne repose pas seulement sur l'intérêt linguistique du domaine du droit, mais aussi sur le fait qu'il s'agit d'un sujet assez nouveau dans le droit pénal croate. Bien que cette institution juridique existe en théorie ou « sur le papier » depuis dix ans, il n'est pas fréquemment utilisé en pratique. Nous croyons que ce mémoire de master pourrait contribuer à composer une banque de termes du domaine du droit pénal et fournir une base solide à la recherche et à un travail terminologique plus large.

## **5. TRADUCTION**

### **5. 1. Code pénal**

## **KAZNENI ZAKONIK**

### **GLAVA II: Kaznena odgovornost**

#### **Odjeljak I: Opće odredbe**

##### **Članak 121-1**

Svatko je kazneno odgovoran samo za svoje vlastito djelo.

##### **Članak 121-2**

Pravne su osobe, s iznimkom Države, kazneno odgovorne, prema odredbama članka 121-4 do 121-7, za kaznena djela koja za njihov račun počine njihovi organi ili zastupnici.

Ipak, teritorijalne zajednice i njihove grupacije kazneno su odgovorne samo za kaznena djela počinjena u obavljanju djelatnosti koje mogu biti predmetom ugovora o delegaciji javne službe.

Kaznena odgovornost pravnih osoba ne isključuje kaznenu odgovornost fizičkih osoba koje su počinitelji ili sudionici istih djela, pod uvjetima iz članka 121-3 stavka 4.

##### **Članak 121-3**

Nema zločina niti prijestupa ako ono nije počinjeno s namjerom.

Ipak, kada je to predviđeno zakonom, namjerno dovođenje u opasnost druge osobe smatra se prijestupom. Prijestupom se također smatra, kada je to zakonom propisano, nehaj, nepažnja, nedostatak opreza ili povreda pravila o sigurnosti propisanih zakonom ili propisom ako je utvrđeno da počinitelj nije postupao s propisanom dužnom pažnjom kada se ona zahtjeva s obzirom na prirodu njegovih zadaća ili dužnosti, njegove sposobnosti, kao i ovlasti i sredstava kojima je raspolagao.

U slučaju iz prethodnog stavka, fizičke osobe koje nisu neposredno prouzrokovale štetu, ali koje su stvorile ili pridonijele stvaranju situacije pogodne za nastanak štete ili koje nisu poduzele sve mjere kako bi je spriječile, kazneno su odgovorne ako se ustanovi bilo da su s namjerom povrijedile dužnost postupanja s posebnim oprezom ili dužnost postupanja prema pravilima o sigurnosti propisanim zakonom ili propisom ili da su iz grupe nepažnje izložile drugoga ozbiljnoj opasnosti za koju su znale ili morale znati.

Nema prekršaja u slučaju više sile.

##### **Članak 121-4**

Počinitelj kaznenog djela je osoba koja:

1. počinj djelo za koje je zakonom propisana kazna
2. pokuša počinjiti zločin ili, kad je to zakonom propisano, prijestup.

## Članak 121-5

Pokušaj je započinjanje izvršenja kaznenog djela koje ostane nedovršeno ili čija posljedica izostane samo zbog okolnosti izvan volje počinitelja.

## Članak 121-6

Sudionik kaznenog djela kaznit će se kao počinitelj, sukladno članku 121-7.

## Članak 121-7

Sudionik kaznenog djela je osoba koja svjesno drugome pomogne u pripremanju ili izvršenju zločina ili prijestupa.

Sudionik kaznenog djela je i osoba koja nagrađivanjem, obećanjem, prijetnjom, naredbom, zloporabom položaja ili ovlasti drugoga potakne na počinjenje kaznenog djela ili mu za to daje upute.

## 5. 2. Droit pénal général

### OPĆI DIO KAZNENOG PRAVA

#### O kaznenoj odgovornosti pravnih osoba

**Načelo kaznene odgovornosti pravnih osoba uvedeno je u francusko pravo 1994. godine. Od tada se relevantna sudska praksa u tom području neprestano razvija. *Dalloz Actu Étudiant* preispituje pravila koja je uređuju.**

Članak 121-2 Kaznenog zakonika, izmijenjen zakonom od 9. svibnja 2004., propisuje da su „pravne osobe, s iznimkom Države, kazneno odgovorne, prema odredbama članka 121-4 do 121-7, za kaznena djela koja za njihov račun počine njihovi organi ili zastupnici“.

Ponajprije ćemo se prisjetiti područja primjene kaznene odgovornosti pravnih osoba te potom njezinih pretpostavaka.

#### I. Područje primjene kaznene odgovornosti pravnih osoba

- **Pravne osobe na koje se primjenjuju odredbe članka 121-2 Kaznenog zakonika**

Zakon propisuje načelo kaznene odgovornosti pravnih osoba te od njega izuzima:

- Državu koja osigurava zaštitu općih interesa i koja ima obavezu kazneno goniti i kazniti počinitelje kaznenih djela
- udruženja i društva u osnivanju zbog nedostatka pravne osobnosti



- u slučaju pripajanja, odnosno prestanka društva bez likvidacije, društvo preuzimatelj, koje nije počinilo kazneni djelo, ne može se kazneno goniti niti osuditi umjesto društva koje se pripaja zato što je „svatko kaznenopravno odgovoran samo za svoje vlastito djelo“ (Cass Crim od 20. lipnja 2000.).

Kaznena odgovornost pravnih osoba je dakle propisana za:

- pravne osobe privatnog prava s pravnom osobnošću bile one osnovane radi ostvarivanja imovinske koristi ili ne (udruge građana ili trgovačka društva, udruženja s gospodarskim interesom, udruge, sindikati, zaklade, političke stranke, ustanove koje predstavljaju namještenike)

- pravne osobe javnog prava: one nisu isključene iz djelokruga zakona, ali je njihova odgovornost uvjetovana. Javne ustanove, teritorijalne zajednice i njihove grupacije doista su kazneno odgovorne samo za kaznena djela počinjena u obavljanju djelatnosti koje mogu biti predmetom delegacije javne službe (npr.: Poslovanje kazališta, Cass Crim od 3. travnja 2002.).

Državna pripadnost društva ne utječe na kaznenu odgovornost. Pod uvjetom da mu se priznaje pravna sposobnost, inozemno društvo može biti kazneno odgovorno ako počinu kazneno djelo na francuskom teritoriju ili kazneno djelo koje potpada pod zakonodavnu nadležnost francuskog prava,

- **Kaznena djela koja mogu počinuti pravne osobe**

Zakonodavac je 1994. godine odredio katalog kaznenih djela koja se mogu uračunati pravnim osobama. Radilo se o načelu specijalnosti prema kojem je pravna osoba mogla biti kazneno odgovorna samo „u slučajevima predviđenima zakonom ili propisom“ (npr. Cass Crim od 18. travnja 2000.). Zakonom od 9. ožujka 2004. ukinuto je načelo specijalnosti, počevši od 31. prosinca 2004. Od tada pravne osobe mogu neograničeno odgovarati za sva kaznena djela osim u slučajevima koje zakon izričito isključuje.

Nadalje, pravna osoba može odgovarati za počinjenje kaznenog djela ili za pokušaj kaznenog djela. Ona podjednako može biti počinitelj ili sudionik, bilo kao pomagač, bilo kao poticatelj.

## **II. Pretpostavke primjene kaznene odgovornosti pravnih osoba.**

Prema članku 121-2 Kaznenog zakonika, pravne su osobe odgovorne za kaznena djela koja su za njihov račun počinili njihovi organi ili zastupnici.

- **Kaznena odgovornost pravnih osoba izvodi se iz kaznene odgovornosti njihovih organa ili zastupnik**

Pravna je osoba kazneno odgovorna samo ako se protupravan čin može uračunati njezinim organima ili zastupnicima koji su nužno fizičke osobe (Cass Crim od 18. siječnja 2000.). Osobe koje svojim djelima mogu obvezati pravnu osobu su one koje obnašaju određene rukovodeće ili upravne, odnosno upravljačke ili nadzorne dužnosti. Radi se također o svim osobama koje zbog delegacije ovlasti imaju nadležnost, autoritet i sredstva potrebna za izvršenje svoje zadaće. (Cass Crim od 30. svibnja 2000.)

Odredba članka 121-2 Kaznenog zakonika propisuje da će za kazneno djelo koje je počinila fizička osoba odgovarati ona pravna osoba za čiji je račun djelo izvršeno. Sudjelovanje pojedinca podrazumijeva njegovu minimalnu identifikaciju. Međutim, Kasacijski je sud 2006. godine utvrdio da „nije nužno identificirati fizičku osobu kada se kazneno djelo može pripisati samo pravnoj osobi ili kada ono proizlazi iz poslovne politike društva“ (Cass Crim od 20. lipnja 2006.). Time je stvorena presumpcija da je kazneno djelo počinio organ ili zastupnik pravne osobe.

Svjestan „pravnih nepravilnosti koje se javljaju u radu društva“, Kasacijski sud povodom prethodnog pitanja o ustavnosti (koje nije postavljeno zbog nedostatka novih činjenica) podsjeća da pravna osoba može biti kazneno odgovorna samo zbog počinjenja kaznenog djela, za njezin račun, od strane njezinih organa ili zastupnika“ (Cass Crim od 27. travnja 2011.).

U recentnijoj presudi društvo je proglašeno krivim za nenamjerno nanošenje tjelesnih ozljeda od strane pravne osobe zbog uvjeta na radu i zapošljavanja radnika bez organizirane praktične i primjerene obuke po pitanju sigurnosti. Kasacijski je sud tako preispitao svoje tradicionalno stajalište te je ukinuo presudu žalbenog suda tvrdeći da on nije bio utvrdio jesu li otkrivene povrede posljedica nečinjenja organa ili zastupnika društva, niti jesu li one počinjene za račun društva, u smislu odredbe članka 121-2 Kaznenog zakonika (Cass Crim od 11. travnja 2012.).

Odgovornost pravnih osoba javlja se tako kao posljedična odgovornost. Kasacijski je sud utvrdio da je krivnja organa ili zastupnika dovoljna za primjenu kaznene odgovornosti pravne osobe, ako je kazneno djelo bilo počinjeno za njezin račun, te da nije potrebno utvrditi posebnu krivnju pravne osobe. Tako je doktrina na temelju sudske prakse zaključila da je kaznena odgovornost pravnih osoba posredna ili posljedična odgovornost (vidjeti J.-H. Robert<sup>3</sup>). Međutim, to je načelo ublaženo Zakonom od 10. srpnja 2000. Njegova je svrha redefinirati obilježja kaznene odgovornosti pravnih osoba za nehajna kaznena djela kako bi se uspostavila bolja ravnoteža između pretjeranog kažnjavanja društvenih aktera i potpunog izostanka njihove odgovornosti. Ta je izmjena zakona donijela razlikovanje između kaznenih djela s izravnom štetnom posljedicom i nehajnih prijestupa s neizravnom štetnom posljedicom. Na načelo kaznene odgovornosti ne utječe stupanj krivnje kada je uzročna veza između štetne radnje i nastale štete izravna. Naprotiv, kada je uzročna veza između štetne radnje i štete neizravna primjena kaznene odgovornosti pravnih osoba opravdana je samo u slučaju grube nepažnje ili namjernog kršenja sigurnosnih pravila. U svom daljnjem pristupu zakonodavac nastoji zaštititi pojedince, ne sužujući opseg primjene kaznene odgovornosti. Te se posebne odredbe primjenjuju samo na fizičke osobe, a ne na pravne osobe.

Kasacijski je sud presudom od 24. listopada 2000. odlučio ne proširiti ublažavanje odgovornosti pravnih osoba koje naprotiv „služe kao protuteža takvom ublažavanju jer omogućuju kažnjavanje onoga za što je izostala kaznena odgovornost fizičkih osoba“. Naime, pravna se osoba može smatrati kazneno odgovornom čak i ako se nikakva krivnja ne može pripisati fizičkoj osobi kao posrednom počinitelju.

---

<sup>3</sup> J.-H. Robert, *Opći dio kaznenog rava*, 6. izdanje., PUF, kol. *Thémis*, 2005., str. 376.

Stoga je kaznena odgovornost pravne osobe neovisna od odgovornosti fizičke osobe. Međutim, ovo se rješenje primjenjuje samo u slučaju nehajnih prijestupa (Cass Crim od 24. listopada 2000.).

- **Pravne osobe odgovorne su samo za kaznena djela počinjena „za njihov račun“**

Za primjenu kaznene odgovornosti pravnih osoba traži se ne samo da organi ili zastupnici pravne osobe počine protupravne radnje, nego i da su te radnje počinjene za račun pravne osobe, odnosno u njezinom interesu (Cass Crim od 7. srpnja 1998.). Međutim, kaznena odgovornost pravne osobe moći će se primijeniti i kada su kažnjive radnje organa ili zastupnika počinjene u okviru njihove djelatnosti radi organiziranja i vođenja pravne osobe.

Široko tumačenje pojma „za račun“ omogućuje primjenu odgovornosti pravnih osoba ne samo za namjerna kaznena djela kojima svrha nije ostvarenje protupravne imovinske koristi poput kaznenog djela diskriminacije pri zapošljavanju (članak 225-1 i 225-2 Kaznenog zakonika), već i za kaznena djela iz nehaja ili nepažnje.

- **Pitanje kumulacije sudskih postupaka**

Članak 121-1 stavak 3. Kaznenog zakonika propisuje da „kaznena odgovornost pravnih osoba ne isključuje kaznenu odgovornost fizičkih osoba koje su počinitelji ili sudionici istih djela, pod uvjetima iz članka 121-3 stavka 4.“. Ta mogućnost kumulacije postoji kako bi se izbjeglo da kaznena odgovornost pravnih osoba u potpunosti isključi kaznenu odgovornost fizičkih osoba. Kumulacija sudskih postupaka trebala je preciznije biti utvrđena zakonom, međutim zakonodavac je sudovima prepustio da, uzimajući u obzir sve okolnosti slučaja, sami donesu odluku.

## Kaznena odgovornost pravnih osoba

Zakia Belmokhtar \*

*U kaznenu su evidenciju između 1994. i 2002. godine upisane 1442 osude izrečene protiv pravnih osoba. Pravne su osobe u velikoj većini osuđene zbog počinjenja prijestupa (93,6 %). Sudski postupak koji prethodi donošenju osuđujuće presude u prosjeku traje 30 mjeseci. Iako je prvostupanjski kazneni sud donio najviše odluka, postotak izjavljenih žalbi je i dalje visok (18,1 %).*

*Najviše je osuda izrečeno povodom kaznenog djela nezakonitog rada. Jedna od tri osuđujuće presude izrečena je zbog počinjenja tog kaznenog djela, dok je skoro četvrtina osuda izrečena zbog nenamjernog nanošenja tjelesnih ozljeda ili prouzročenja smrti iz nehaja.*

*Dok su određena kaznena djela, poput nenamjernog nanošenja tjelesnih ozljeda ili prouzročenja smrti iz nehaja, najčešće počinjena samostalno, druga su, kao na primjer kaznena djela protiv javnih financija, često povezana s istovrsnim kaznenim djelima.*

*Sud u 85% slučajeva dosudi jednu kaznu, i to najčešće bezuvjetnu novčanu kaznu, koja u prosjeku iznosi skoro 8000 eura. Što se tiče sporednih kazni, one se najčešće sastoje od javnog objavljivanja izrečene presude, bilo njezinim stavljanjem na oglasnu ploču bilo objavom u službenom glasilu.*

OD stupanja novog kaznenog zakonika na snagu 1994. godine pravne osobe mogu kazneno odgovarati za počinjenje određenih kaznenih djela te se protiv njih može biti pokrenuti kazneni postupak (Okvir 1.). Tijekom devet godine primjene toga zakona u kaznenu su evidenciju upisane 1 442 osude protiv pravnih osoba (Okvir 2.).

### Šest od deset osuđenih pravnih osoba proglašeno je odgovornima za kršenje financijskih, gospodarskih i društvenih pravila

SKORO 60% osuđujućih presuda izrečeno je protiv pravnih osoba zbog kršenja financijskih, gospodarskih i društvenih pravila. U tom su području najzastupljenije osude zbog obavljanja nezakonitog rada koje čine jednu od tri izrečene presude. Nezakonit se rad može odvijati na dva načina. Prvi je daleko najučestaliji i podrazumijeva obavljanje neregistrirane djelatnosti. Ono podjednako obuhvaća obavljanje gospodarske djelatnosti bez upisa tvrtke u odgovarajući registar te neprijavlivanje svih ili dijela zaposlenika od strane poslodavca (rad na crno). Drugi je način dvostruko manje prisutan, a sastoji se od korištenja usluga od nezakonitog

pružatelja usluga. Kaznena djela protiv zakonskih propisa o tržišnom natjecanju i cijenama također su jako zastupljena – 15 % osuđujućih presuda protiv pravnih osoba odnose se na ta kaznena djela. Naposljetku, kazne zbog krivotvorenja žiga i dizajna

izrečene su u 4 % osuđujućih presuda, a zbog utaje poreza ili carine u nešto više od 3 %.

Nadalje, treba spomenuti i druge vrste kaznenih djela, ponajviše zbog njihove važnosti, kao što su kaznena djela protiv života i tijela.

#### Okvir 1. Zakonski okvir

*Do 1994. godine francuski kazneni zakonik poznavao je samo jednu vrstu odgovornosti, onu fizičkih osoba, a sudski postupak protiv pravnih osoba nije mogao biti pokrenut. Stupanjem na snagu novog Kaznenog zakonika 1994. godine člankom 121-2 u francusko je pravo uveden pojam kaznene odgovornosti pravnih osoba. Od tada, fizička osoba koja počinji zločin, prijestup ili prekršaj u svojstvu organa ili zatsupnika pravne osobe povlači i njezinu kaznenu odgovornost.*

*Pravne osobe privatnog prava (društva, udruge, zaklade...) i pravne osobe javnog prava, izuzev države, mogu biti proglašene odgovornima. Međutim, teritorijalne zajednice i njihove grupacije kazneopravno su odgovorne samo za kaznena djela počinjena u obavljanju djelatnosti koje mogu biti predmetom delegacije javne službe.*

*Kako bi se određeno kazneno djelo moglo uračunati pravnoj osobi, ta mogućnost mora biti predviđena u zakonom ili propisom. Tako se od 1994. godine opseg primjene kaznene odgovornosti postupno širi proširenjem zakonodavnog postupka, pogotovo što se odredbe o kaznenoj odgovornosti pravnih osoba ne sadrži samo Kazneni zakonik. Za određena kaznena djela propisuju je i drugi zakoni, npr. Zakonik o radu.*

*Naposljetku, kaznene ili korektivne sankcije kojemu mogu biti izrečene protiv pravnih osoba su s jedne strane novčane kazne čiji je najviši iznos jednak peterostrukom iznosu propisanom za fizičke osobe, a s druge jedna ili više kazni iz članka 131-39: ukidanje pravne osobe, konačna ili privremena zabrana obavljanja određene djelatnosti, stavljanje pod sudski nadzor, konačno ili privremeno zatvaranje ustanove, isključenje iz javne nabave, oduzimanje imovine, javno objavljivanje odluke...*

\* Statističar pri Zavodu za statistiku

Skoro četvrtina osuđenih pravnih osoba proglašena je odgovornima za nenamjerno nanošenje tjelesnih ozljeda ili prouzročenje smrti iz nehaja, a u svakom trećem slučaju radilo se o nesreći na radu. Na kraju, pravne osobe su osuđivane i za kaznena djela protiv okoliša. Nešto manje od 8% presuda odnosi se na tu vrstu kaznenih djela, a u većini se slučajeva radi o onečišćenju voda i tla ili o povredama zakonskih propisa o klasifikaciji postrojenja ( Tablica 1.).

#### Četiri od pet osuđujućih presuda tiču se jednog kaznenog djela

**M**EDU 1442 osuđujuće presude koje su od 1994. godine izrečene protiv pravnih osoba i upisane u kaznenu evidenciju, više od tri četvrtine (79,5 %) tiču se samo jednog kaznenog djela. Dva su kaznena djela navedena u 16%, a barem tri u 4,5 % osuđujućih presuda. Ukupno se radi o 400 dodatnih kaznenih djela koja se mogu pridodati broju od 1442 glavna kaznena djela.

Osuđujuće se presude razlikuju prema kriteriju jedinstvenosti ili mnogostrukosti kaznenog djela za koji su izrečene po okončanju spora. Stoga je rijetko da više kaznenih djela bude spojeno u jednoj osuđujućoj presudi za počinjenje kaznenog djela protiv zakonskih propisa o tržišnom natjecanju i cijenama (96,2 % jedinstvenih kaznenih djela), u slučaju nenamjernog nanošenja tjelesnih ozljeda ili prouzročenja smrti iz nehaja (94 %), kao i u slučaju kaznenih djela protiv okoliša (84 %). Nasuprot tome, samo 56 % pravnih osoba osuđenih za kaznena djela protiv javnih financija i 72 % osuđenih za obavljanje nezakonitog rada počinilo je samo to kazneno djelo.

Mnogostruka kaznena djela koja počine pravne osobe obično su ili istovrsna ili eventualno raznovrsna kaznena djela čija je povezanost i dalje vidljiva. Tako su kaznena djela protiv zakonskih propisa o radu i socijalnoj sigurnosti najčešće povezana s drugim kaznenim djelima iste vrste kao što su krivotvorenje ili upotreba krivotvorenih javnih ili

**Tablica 1. Osuđujuće presude pravnih osoba od 1994. do 2002. godine.**

Kvalifikacija glavnih kaznenih djela	Osuđujuće presude	
	Broj	%
<b>Sva kaznena djela .....</b>	<b>1 442</b>	<b>100,0</b>
<b>Kršenje financijskih, gospodarskih i društvenih pravila.....</b>	<b>858</b>	<b>59,5</b>
Nezakonit rad.....	491	34,0
Nezakonita prodaja.....	114	7,9
Kupnja ili prodaja bez računa.....	78	5,4
Krivotvorenje žigova, dizajna i djela .....	50	3,5
Opstrukcija djelatnosti inspektora rada.....	39	2,7
Utaja poreza.....	33	2,3
Ostalo .....	53	3,7
<b>Kaznena djela protiv života i tijela.....</b>	<b>352</b>	<b>24,4</b>
Nenamjerno nanošenje tjelesnih ozljeda.....	217	15,0
Prouzročenje smrti iz nehaja.....	108	7,5
Nepružanje pomoći ili dovođenje drugog u opasnost.....	11	0,8
Ostalo .....	16	1,1
<b>Kaznena djela protiv javnog reda.....</b>	<b>174</b>	<b>12,1</b>
Onečišćenje voda i tla.....	44	3,1
Povreda zak. propisa o klasifikaciji poslovnog nastana.....	39	2,7
Radovi ili nezakonita upotreba zemljišta (neimanje građevinske dozvole).....	16	1,1
Kršenje zak. propisa o igrama na sreću.....	26	1,8
Krivotvorenje i korištenje krivotvorenih privatnih isprava.....	20	1,4
Ostalo .....	29	2,0
<b>Kaznena djela protiv imovine.....</b>	<b>33</b>	<b>2,3</b>
Prijevare.....	11	0,8
Zlouporaba povjerenja i bjanko čeka.....	10	0,7
Obično prikrivanje.....	9	0,6
Ostalo .....	3	0,2
<b>Kršenje upravnih i sudskih pravila.....</b>	<b>17</b>	<b>1,2</b>
Lažno optuživanje.....	15	1,1
Ostalo .....	2	0,1
<b>Kaznena djela protiv političkog sustava i javnog mira.....</b>	<b>8</b>	<b>0,5</b>
Povreda propisa o radu zaposlenika u Francuskoj.....	6	0,4
Ostalo .....	2	0,1

Izvor: Kaznena evidencija pravnih osoba

privatnih isprava. Iduća će dva primjera najbolje pokazati kako raznovrsna kaznena djela mogu činiti jedinstvo radnje: kaznena djela prijevare i krivotvorenja često su povezana s carinskim kaznenim djelima; isto tako, kaznena djela protiv javnih financija povezana su s kršenjem pravilnika o ovlaštenim prodavateljima pića i zakonskih propisa o igrama na sreću.

#### Pravne osobe kažnjene novčanom kaznom

**B**EZUVJETNA novčana kazna je najučestalija glavna kazna izrečena protiv pravnih osoba, tako je u 91,8 % osuđujućih presuda. Uvjetne novčane kazne čine samo 6,6 % izrečenih glavnih kazni. Oslobođenje od kazne javlja se iznimno: samo 1,2 % osuđenih pravnih osoba bude oslobođeno kazne i to uglavnom počinitelji kaznenih djela protiv okoliša. Što se tiče zamjenskih kazni, one skoro i ne postoje kao glavne kazne (0,4 %) te se javljanju uglavnom kao dodatne.

#### Prosječan iznos bezuvjetnih novčanih kazni doseže skoro 8 000 €

**P**ROSJEČNA bezuvjetna novčana kazna izrečena kao glavna kazna protiv pravnih osoba iznosi skoro 8000 eura. Zbog utjecaja vrlo visokih novčanih kazni koje dosežu i do 380 000 eura ta je prosječan iznos jako udaljen od srednjeg iznosa<sup>1</sup>: svaka druga kazna niža je od 3000 eura.

Iznos novčanih kazni razlikuje se s obzirom na kazneno djelo za koje je izrečena

Na primjeru već opisanih glavnih vrsta kaznenih djela možemo utvrditi da novčane kazne izrečene za nezakonit rad i kaznena djela protiv tržišnog natjecanja i cijena prosječno iznose oko 5000 eura s najvećim iznosima koji pojedinačno dosežu do 60 000 i 70 000 eura. Međutim, polovica novčanih kazni izrečenih za ta kaznena djela niža je od 3000 eura (Grafikon 1.)

1. Srednji iznos je takav iznos u kojem je jedna od dvije kazne manja, a jedna od dvije viša.

Za prouzročenje smrti iz nehaja dosuđene su novčane kaznama u iznosu od 15 000 s gornjom granicom od 152 000 eura, dok polovica kazni iznosi manje od 7000 eura. Za nenamjerno nanošenje tjelesnih ozljeda dosuđene su naravno blaže novčane kazne sa skoro dvostruko manjim prosječnim iznosom (8400 eura).

U području prava okoliša prosječna novčana kazna viša je od 9000 eura s gornjom granicom od 150 000 eura, a polovica izrečenih kazni iznosi manje od 4000 eura.

U području javnih financija nalazimo iznimno visoke novčane kazne od 15 do 355 tisuća eura dok je polovica njih niža od 1500 eura.

### Novčane kazne za pravne osobe četiri su puta više od kazni za fizičke osobe

U SPOREĐUJU samo 2002. godinu, iznos koji su osuđene pravne osobe morale platiti u ime bezuvjetne novčane kazne doseže 6608 eura. Taj je iznos 4,2 puta veći od onog dosuđenog fizičkim osobama u istoj godini i za počinjenje istog kaznenog djela<sup>2</sup> (Tablica 2.).

Taj je odnos sličan onom koji je zakonodavac predvidio u odredbama članaka 131-38 do 131-41 Kaznenog zakonika. U njima je propisana novčana kazna za pravne osobe čija je gornja granica jednaka peterostrukom iznosu predviđenom za fizičke osobe. Međutim, visina novčane kazne razlikuje se s obzirom na vrstu počinjenog kaznenog djela. Ona se dakle kreće od tri puta veće kazne za kaznena djela iz područja radnog prava i socijalne sigurnosti pa do 6,1 puta veće kazne za kaznena djela protiv zakonskih propisa o tržišnom natjecanju i cijenama.

U nešto više od 16 % presuda, pravnoj osobi je izrečena kumulativna kazna i to najčešće u presudama za kaznena djela iz područja javnih financija. U tom se slučaju novčanoj kazni najčešće pridodaje obaveza javnog objavljivanja odluke stavljanjem na oglasnu ploču ili objavom u službenom glasilu (u 10,5 % presuda). U manjoj mjeri dolazi do kumulacije dviju ili više novčanih kazni

**Tablica 2. Prosječan iznos bezuvjetnih novčanih**

**kazni izrečen u 2002. godini: usporedba pravnih i fizičkih osoba**

Vrsta kaznenog djela	Prosječan iznos novč. kazne (u €)		Odnos (1)/(2)
	Pravne osobe (1)	Fizičke osobe (2)	
Sva kaznena djela .....	<b>6608</b>	<b>1569</b>	<b>4,2</b>
od kojih * :			
rad i socijalna sigurnost.....	4482	1496	3,0
zak. propisi o tržišnom natjecanju i cijenama.....	10 867	784	6,1
prouzročenje smrti iz nehaja.....	11 964	2814	4,3
nenamjerno nanošenje tjel. ozljeda .....	8626	2095	4,1
kaznena djela protiv okoliša.....	9546	2736	3,5

\* uzete su u obzir samo vrste kaznenih djela za koje je izrečen dovoljan broj bezuvjetnih novčanih kazni

Izvor : kaznena evidencija pravnih osoba i kaznena evidencija fizičkih osoba

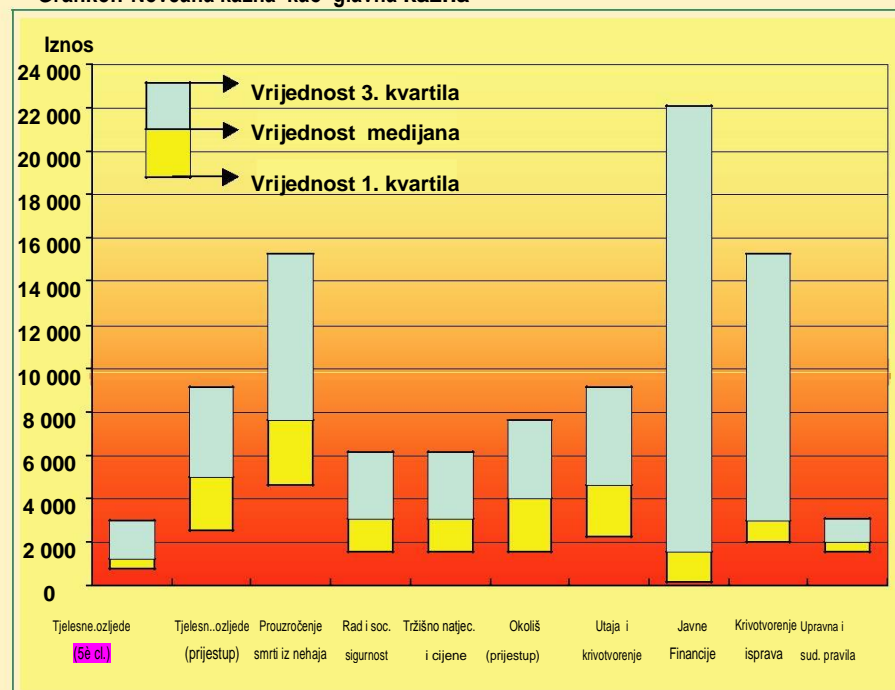
(2,9 %), odnosno sud češće kao dodatnu kaznu izrekne jednu od kazni propisanih u članku 131-39 Kaznenog zakonika, tj. zabranu vezanu za poslovanje<sup>3</sup>, oduzimanje protupravne imovinske koristi ili isključenje iz javne nabave (2,7 %).

Kumulativne kazne javljaju se prije svega u području javnih financija. 45,6 % pravnih osoba počinitelja kaznenog djela protiv javnih financija osuđeno je na više od jedne kazne.

### Sudski postupak u prosjeku traje 30 mjeseci

SUDSKI postupak protiv pravnih osoba relativno je dug (u prosjeku 30 mjeseci), a njegovo se trajanje razlikuje od spora do spora. Sudski postupak za kaznena djela protiv radnog prava i socijalne sigurnosti je kraći (23 mjeseca), a postupak za najteže kazneno djelo – prouzročenje smrti iz nehaja je duži (37,2 mjeseca). Podnošenjem žalbe produžuje se trajanje postupka u prosjeku za 22 mjeseca, pa

**Grafikon Novčana kazna kao glavna kazna**



Opis: svaki stupac podijeljen je trima vodoravnim crtama koje označuju tri vrijednosti novč. kazni izrečenih kao glavne za određenu vrstu kaznenih djela: 1. kvartil, medijan, 3. kvartil  
 Primjer za kaznena djela protiv javnih financija:  
 1. kvartil novčane kazne iznosi 120: 25 % novčanih kazni iznosi manje od 120  
 medijan iznosi 1 512: 50 % novčanih kazni iznosi manje od 1 512  
 3. kvartil iznosi 22 100: 75 % novčanih kazni iznosi manje od 22 100

2. Kako bi usporedba pravnih i fizičkih osoba bila moguća, područje proučavanja ograničeno je na istovrsna kaznena djela za koja je izrečena novčana kazna kao glavna kazna

3. Zabrana izdavanja čekova ili upotrebe platnih kartica, obavljanja profesionalnih ili društvenih djelatnosti, javnih ponuda vrijednosnih papra, upotrebe postrojenja povezanih s počinjenim kaznenim djelom



cjelokupan postupak koji prethodi odluci žalbenog suda traje gotovo 50 mjeseci.

### Visok postotak podnesenih žalbi

U cijelom promatranom razdoblju od svi osuđenih pravnih osoba njih 18,1% osudio je žalbeni sud. Taj se postotak čini visok, ali on može proizlaziti iz češćih upisa u kaznenu evidenciju presuda donesenih u žalbenom postupku. Ako uzmemo u obzir samo 2002. godinu, dobit ćemo postotak od 11,1 % koji zatim možemo usporediti s postotkom osuđenih fizičkih osoba za ista kaznena djela - 9,4 %.

Usporedba će biti jasnija suzimo li analizu na dvije vrste kaznenih djela:

- Kazneno djelo nezakonitog rada. U tom području 12,6 % osuđeni pravnih osoba odgovornima je proglasio žalbeni sud, nasuprot 17,1 % fizičkih osoba, što nam ukazuje na činjenicu da su potonje sklonije izjavljivanju žalbi
- Kazneno djelo koja najčešće dospije pred žalbeni sudu je prouzročenje smrti iz nehaja. Broj pravnih osoba osuđenih u žalbenom postupku (29,6 %) blizak je broju osuđenih fizičkih osoba (30,8 %).

### Više od polovice osuđujućih presuda izrečeno je u pokrajini Ile-de-France

IZMEĐU 1994. i 2002. godine skoro šest od deset osuđujućih presuda protiv pravnih osoba bilo je izrečeno u pokrajini Ile-de-France (56,5 %) (Tablica 3.). Druga najzastupljenija pokrajina je Rhône-Alpes sa samo 6,2 % osuđujućih presuda.

Imajući na umu pretežitost osuđujućih presuda za kaznena djela protiv zakonskih propisa o radu, o tržišnom natjecanju i cijenama te kaznena djela prijevare i krivotvorenja, te se brojke mogu djelomično objasniti središnjom

**Tablica 3.: Osuđujuće presude prema vrsti kaznenog djela i pokrajini**

	Sve osuđujuće presude		Ile-de France		Ostale pokrajine	
<b>Sva glavna kaznena djela.....</b>	<b>1 442</b>	<b>100,0</b>	<b>815</b>	<b>56,5</b>	<b>627</b>	<b>43,5</b>
Rad i socijalna sigurnost.....	537	100,0	446	83,1	91	16,9
od čega nezakonit rad.....	491	100,0	418	85,1	73	14,9
Tržišno natjecanje i cijene.....	209	100,0	135	64,6	74	35,4
Tjelesne ozljede i prouzročenje smrti iz nehaja	325	100,0	102	33,3	223	66,6
Kaznena djela protiv okoliša.....	116	100,0	13	11,2	103	88,8
Utaja i krivotvorenje.....	59	100,0	36	61,0	23	39,0
Javne financije.....	46	100,0	22	47,8	24	52,2
Ostale vrste.....	150	100,0	61	40,7	89	59,3

Izvor: kaznena evidencija pravnih osoba

Područje poručavanja od 1994. do 2002. god.

ulogom koju Ile-de-France ima u pogledu društveno-ekonomskih djelatnosti (u 2005. godini 22 % Francuza bilo je zaposleno na području Ile-de-Francea<sup>1</sup>).

Štoviše, više od osam od deset osuđujućih presuda (85,1 %) za nezakonit rad izrečeno je u pokrajini Ile-de-France. Elzas je na drugom mjestu sa samo 3,7 % osuđujućih presuda za isto kazneno djelo. Što se tiče presuda za kaznena djela protiv zak. propisa o tržišnom natjecanju i cijenama, one su izrečene u 64,6 % slučajeva u Ile-de-Franceu, a 8,1 % slučajeva u pokrajini Rhône-Alpes.

Premda je pokrajina Ile-de-France u velikoj mjeri zastupljena među

kaznenim djelima povezanim s poslovnim svijetom, kada je riječ o kaznenim djelima protiv okoliša prednjače druge regije, posebice Bretanja. Naime, u toj je regiji izrečeno najviše osuđujućih presuda za kaznena djela protiv okoliša (15,5 %), a na drugom je mjestu Ile-de-France (11,2 %). Zaštita okoliša ujedno je jedino područje u kojem se ističu druge regije. Osim Bretanje i Ile-de-Francea nalazimo i sljedeće pokrajine: Akvitanija (10,3 % osuđujućih presuda za kaznena djela protiv okoliša), Franche-Comté (9,5 %), Rhône-Alpes (7,8 %), Nord-Pas-de-Calais (7,8 %), Lorraine (5,2 %) i Languedoc-Roussillon (5,2 %).■

### Okvir 2. Državno odvjetništvo i kaznena evidencija: usporedba dvaju izvora informacija o osuđujućim presudama protiv pravnih osoba

Broj izrečenih osuđujućih presuda protiv pravnih osoba bilježi i Državno odvjetništvo. Taj izvor pruža samo njihov jednostavan zbroj, a za detaljnije informacije treba posegnuti za statističkom bazom kaznene evidencije. No, čini se da nisu sve izrečene presude upisane u kaznenu evidenciju. Naime, između 1994. i 2002. godine državno odvjetništvo je zabilježilo 2520 osuda pravnih osoba, dok je u kaznenu evidenciju upisano samo njih 1442. Istraživanje osuđujućih presuda protiv pravnih osoba vršilo se na uzorku presuda (56 %) koji možemo smatrati nasumično odabranim i reprezentativnim ako:

□ je dio osuda koje su prenesene u kaznenu evidenciju izabran slučajnim odabirom  
□ su tri od četiri presude izrečene od određenog suda zabilježene i od strane Državnog odvjetništva i upisane u kaznenu evidenciju<sup>1</sup>, a među njima se nalaze sudovi s najopsežnijom pravosudnom djelatnošću (Pariz, Bobigny, Créteil, Lille...).

Statističko istraživanje osuda upisanih u kaznenu evidenciju omogućuje analizu kaznenih djela i za njih izrečenih kazni protiv pravnih osoba. Međutim, ne raspoložemo ni jednim podatkom o značajkama tih pravnih osoba (pravni oblik, vrsta djelatnosti...). ■

4. Izvor: Insee

1. Usporedba za 2002. godinu

Direktor izdavačke kuće: Baudouin Seys  
Glavni urednik: Sonia Lumbroso  
Dizajn: Denis Toussaint  
Jedno izdanje: 2 eura, pretpлата (11 izdanja): 20 eura  
Uplata na "Régie du ministère de la Justice"  
Justice" ISSN 1252 - 7114 © Justice 2005  
Odjel za opću upravu i opskrbu  
Trg Vendôme 13 - 75042 Paris CEDEX 01  
<http://www.justice.gouv.fr/publicat/infostat.htm>

## **5. 4. Responsabilité pénale des personnes morales : l'imputation revient sur le devant de la scène**

*Gazette du Palais* 19. rujna 2013., br. 262, str. 10 Sva prava pridržana

### **145r6 - Kaznenopravna odgovornost pravnih osoba: uračunavanje krivnje je opet u središtu pozornosti**

Kasacijski sud, ponovno suočen s teškim pitanjem identifikacije organa ili zastupnika pravne osobe, tvrdi da skijaški klub, organizator utrke u spustu, može biti proglašen krivim za prouzročenje smrti iz nehaja bez formalne identifikacije počinitelja kaznenog djela. Sud smatra da prijestup za račun udruge može počiniti samo njezin predsjednik koji, u nedostatku unutarnje delegacije, odgovara za sigurnost.

*Gazette* - krivnja pravne osobe - organi ili zastupnici - kaznenopravna odgovornost pravnih osoba

**autor: Jean - Pierre Vial**

državni nadzornik za mlade i sport

doktor prava

član Centra za istraživanje i inovacije u sportu Sveučilišta Lyon 1

Cass. crim. od 18. lipnja 2013., br. 12-85917, ECLI:FR:CCASS:2013:CR03353, udruga Skijaški klub *Étoile sportive du Buet*, PB (revizija odbačena c/ CA Chambéry, 7. lipnja 2013.), M. Louvel, predsjednik suda.; Odvjetnici za Privatno profesionalno udruženje *Piwnica i Molinié*, Privatno profesionalno udruženje *Waquet, Farge i Hazan*.

Presuda od 18. lipnja 2013. ponovno je među kaznenjacima pokrenula žustru raspravu o uračunavanju krivnje. Do te mjere da se pri tumačenju pojmova iz članka 121-2 Kaznenog zakonika<sup>1</sup> preispitivala i njegova ustavnost, ali ta rasprava nije urodila plodom. Može se činiti kako ova presuda predstavlja zaokret u stajalištima Kasacijskog suda jer je on u svojim prethodnim presudama prigovarao sudcima sudova nižeg stupnja što su prihvatili odgovornost pravnih osoba, a da nisu istražili može li se kazneno djelo uračunati njihovim organima ili zastupnicima. Međutim, čini se da se ipak radi o potvrdi niza sudskih predmeta koje su neki ocijenili početničkim. Te su „pogreške sudske prakse“<sup>2</sup> prividne te prikrivaju ćudljivost



dokaza. Ukratko, izričita veza organa ili zastupnika udruge s kaznenim djelom ne treba se dokazivati kada se njihova umiješanost može utvrditi prema okolnostima slučaja, kao što svjedoči ova presuda.

U ovom se slučaju radi o nesreći za vrijeme skijaške spust utrke u kojoj je poginula jedna natjecateljica. Skijaški klub koji je organizirao natjecanje optužen je da stabla uz rub staze nije zaštitio amortizirajućim strunjačama. Žalbeni je sud u Chambéryu<sup>3</sup> u preinačenoj presudi udrugu proglasio krivom, a da nije utvrdio počinjenja od strane njezinih organa ili zastupnika. Suprotno svim očekivanjima, revizija je bila odbijena.

Nećemo se zadržavati na prigovorima sudcima sudova nižeg stupnja što nisu istražili je li ponašanje žrtve,iskusne skijašice, bilo izravan uzrok kobnog pada i tako prekinulo uzročnu vezu. Takvo oslobođenje odgovornosti<sup>4</sup> nije ni moglo biti prihvaćeno budući da je organizator povrijedio svoju obavezu da zajamči sigurnost te je, bez sumnje, zbog tog nemara došlo do smrti žrtve. Uostalom, ponašanje žrtve nije sastavni dio krivnje, unatoč navodima u reviziji. Sudovi su povećali prag krivnje općeg prava kako bi istaknuli nužne značajke natjecanja koje potiču protivnike da poduzimaju rizike nespojive s ponašanjem oprezna čovjeka. Natjecatelji uživaju potpuni imunitet, osim u slučaju neprikladnog preuzimanja rizika kojim druge sudionike dovode u opasnost ili u slučaju očite nelojalnosti. Brzina je sastavni dio spust utrke u kojoj se natjecatelji bore za pobjedu te im se ona ne može prigovoriti. Također, greška pri nagibu na rub skija nije ništa više doli tehnička pogreška koja ne prelazi prag građanskopravne ili kaznenopravne odgovornosti. Nadalje, natjecatelji pristaju samo na „razumno predvidljive“ rizike, kao što je to potvrdio drugi građanski odjel Kasacijskog suda u slučaju brodoloma jedriličara za vrijeme regate<sup>5</sup>.

Zbog miješanja prava i činjenica, prijenos dužnosti osiguranja utrke na Gorsku službu spašavanja također je bio osuđen na propast. Međutim, on je zbog neidentifikacije organa ili zastupnika značajniji u odnosu na posljednje presude Kasacijskog suda. Upravo je pitanje nedostatka identifikacije predmet ponovnih rasprava pristaša teorije reprezentacije i zagovornika teorija autonomije (I). Autori se ne slažu ni oko rješenja sudske prakse (II).

## **I - Rasprava o uračunavanju krivnje**

Rasprava se vodila u dva smjera. Prvo o materijalnom pitanju. Zatim se rasprava prebacila na pitanje dokaza.

Bit materijalnog pitanja je mora li krivnja pravne osobe biti različita od krivnje njezinih organa ili zastupnika. Zagovornici doslovnog tumačenja članka 121-2 Kaznenog zakonika<sup>6</sup> smatraju da odgovornost pravnih osoba ne postoji bez krivnje njezinih organa ili zastupnika. Pristaše teorije autonomije tvrde pak da pravna osoba može biti proglašena odgovornom zbog svoje vlastite krivnje, neovisno o bilo kakvoj krivnji fizičke osobe<sup>7</sup>. Ističu da, ako „kaznenopravna odgovornost pravnih osoba ne isključuje odgovornost fizičkih osoba“ kao što izričito stoji u stavku 3. članka 121-2, tada to može značiti da su te dvije odgovornosti neovisna jedna od druge, pa čak i ako se odnose na „iste činjenice“<sup>8</sup>. Prema tome, „da bi kumulacija sudskih postupaka i presuda bila pravno utemeljena, mora se utvrditi krivnja zastupnika različita od one koja se pripisuje pravnoj osobi“<sup>9</sup>. Oni nadalje tvrde da, ako Kasacijski sud prihvati odgovornost pravne osobe zbog obične nepažnje jednog od njezinih organa ili zastupnika, dok je on sam primjenom odredaba Zakona o nehalnim prijestupima od 10. srpnja 2000.<sup>10</sup> oslobođen optužbi zbog nedostatka kvalificirane krivnje, tada je odgovornost pravnih osoba odvojena od odgovornosti fizičkih osoba<sup>11</sup>. Pristaše teorije reprezentacije odgovaraju da je zadržavanje odgovornosti pravnih osoba unatoč oslobođenju njezinih organa ili zastupnika u potpunoj suprotnosti sa smislom članka 121-2 prema kojemu kazneno djelo mora počiniti organ ili zastupnik pravne osobe<sup>12</sup>.

Teorija autonomije napuštena je. Kasacijski se sud od nje ogradio tvrdnjom da je „kaznena krivnja organa ili zastupnika pravne osobe dovoljna za primjenu njezine kaznenopravne odgovornosti, a da zasebna krivnja na teret pravne osobe ne mora biti utvrđena“<sup>13</sup>.

Zatim je predloženo da se u nedostatku „zasebne krivnje, shvaćene kao dodatne krivnje“, može primijeniti „proširena krivnja“, odnosno „ona koja se izravno može uračunati društvu zbog nepravilnosti u njegovoj strukturi ili organizaciji i nemogućnosti da se ista pripiše organu ili zastupniku zbog anonimnosti u postupku donošenja odluke“<sup>14</sup>. Načelo strogog tumačenja i načelo osobne odgovornosti održat će se ako prihvatimo, kao što to predlaže profesor Saint-Pau, da je ta proširena krivnja nastala radnjom pravne osobe, u smislu članka 121-1. To bi rješenje nadjačalo „prošireni kriminalitet poduzeća“ i „netransparentnost donošenja odluka“ koju teorija reprezentacije ne može prihvatiti. Vrhovni sud, osim u dvjema odlukama<sup>15</sup>, nije prihvatio te preporuke, o čemu svjedoče i presude od 18. siječnja 2000. i 29. travnja 2003. u kojima je odgovornost pravnih osoba izvodi iz dokaza da su kazneno djelo počinili njezini organi ili zastupnici<sup>16</sup>. Međutim, nije „dobra kaznena politika“ koja omogućuje da društvo za željeznički promet ne odgovara za nedostatak sigurnosnih mjera na kolodvorima kojima prolaze vlakovi velikih brzine ili da trgovački centar prikuplja najamnine

od nekažnjavane i nezakonite prodaje robe bez ambalaže te tako kaznenim djelom stječe imovinsku korist.

Odlukom Kasacijskog suda da odgovornost pravnih osoba ne postoji bez krivnje njezinih organa ili zastupnika, rasprava je prešla na temu dokaza. U njoj se razlikuju oni koji identifikaciju organa ili zastupnika smatraju nužnom i oni koji tvrde da se ona može presumirati. Pojavila se ideja o „presumpciji uračunavanja kaznenog djela kada se na temelju okolnosti može utvrditi da organi ili zastupnici nisu mogli počinili protupravna djela“<sup>17</sup>. Za razliku od proširene krivnje koja se primjenjuje bez ikakve poveznice s organom ili zastupnikom, presumpcija uračunavanja naprotiv smatra sigurnim da su oni počinitelji kaznenog djela. Ona omogućuje otklanjanje teškoća tereta dokaza kao najveće prednosti tužitelja jer je na pravnoj osobi da utvrdi nemogućnost uračunavanja.

Prednost tog rješenja je što je uspjelo pomiriti zakonske i buduće pravne zahtjeve, međutim ono nije jednoglasno prihvaćeno. Kao što ističe autor, ako „presumpcija odgovornosti direktora poduzeća prije 1. ožujka 1994.“ nije bila "razumna", onda je to još manje njezina zamjena s „presumpcijom odgovornosti pravne osobe“<sup>18</sup>.

Međutim, postoji i drugačije tumačenje sudske prakse onih koji smatraju da uračunavanje ne proizlazi iz presumpcije, već više ovisi o okolnostima slučaja.

## **II - Rješenja sudske prakse**

Doktrina ima različita stajališta o sudskoj praksi. Jedni naglašavaju njezina proturječja<sup>19</sup>. Drugi pak smatraju da Kasacijski sud ne odstupa od svog stajališta.

Jedan je dio doktrine<sup>20</sup> u dvjema presudama od 20. lipnja 2006.<sup>21</sup> i 26. lipnja 2007.<sup>22</sup> godine izrečenih povodom nesreće na gradilištu prepoznao potvrdu presumpcije uračunavanja jer je Kasacijski sud odlučio da identifikacija fizičke osobe nije potrebna kada kazneno djelo za račun pravne osobe mogu počiniti samo njezini organi ili zastupnici. Vrhovni je sud usvojio to rješenje u vezi Nacionalnog društva francuskih željeznica<sup>23</sup>. Neidentifikacija organa ili zastupnika, počinitelja kaznenog djela, primjenjivala se ujedno i kod nehajnih kaznenih djela<sup>24</sup>. Stoga profesor Saint-Pau tvrdi da zbog posebnih poteškoća s obzirom na obilježja određenih kaznenih djela koja podrazumijevaju dokaz namjere, „presumpcija uračunavanja nužno prati presumpciju zle namjere“<sup>25</sup>.

Neki su presudu od 11. listopada 2011. tumačili kao povratak na ortodoksiju<sup>26</sup> ili "fundamentalizam"<sup>27</sup>, te je u tom predmetu sudcima nižeg stupnja prigovoreno da nisu dovoljno utvrdili postojanje delegacije ovlasti niti položaj i ovlaštenja službenika da dokažu kako su oni zastupnici pravne osobe. Za druge, ta odluka nije dovela u pitanje presumpciju uračunavanja. Oni u njoj vide tek „nedostatak motivacije kako bi se utvrdilo imaju li dva nadzornika Francuske elektroprivrede obilježja zastupnika društva sukladno članku 121-2 Kaznenog zakonika“<sup>28</sup>.

To potvrđuje i presuda od 18. lipnja 2013. jer u njoj izričito stoji da kazneno djelo za račun udruge može počinuti isključivo njezin predsjednik. Ipak, kada Kasacijski sud odlučuje o počinjenju kaznenog djela od strane upravitelja ili zastupnika on to ne čini presumirajući „već na temelju sudjelovanja, odnosno racionalnog izvođenja zaključka prema okolnostima“<sup>29</sup>, kao što to navodi profesor Yves Mayaud, za kojeg je „neophodno ne miješati presumpciju i uračunavanje (...), uvijek voditi računa da se događaji rekonstruiraju onako kako su se i zbili, nikada ne štedjeti na identifikaciji počinitelja kada oni nisu očiti niti jasno proizlaze iz samog slučaja“<sup>30</sup>.

Sudjelovanje zapravo ne mora biti dokazano u slučajevima kada poslodavac ne poštuje zakonske ili podzakonske propise koji se odnose na zaštitu zdravlja i sigurnost na radu. To proizlazi iz članka L 4741-1 Zakonika o radu u kojem stoji da zakonski i podzakonski propisi izravno obvezuju zaposlenika. Taj je zaključak dakle „izveden iz samih zakonskih tekstova“<sup>31</sup>. To je bez sumnje i Kasacijski sud želio potvrditi svojim izvješćem iz 2008. godine u kojem je za nehajne prijestupe istaknuo da „identifikacija počinitelja kaznenog djela nije obavezna kada se iz okolnosti slučaja može zaključiti da je samo organ ili zastupnik pravne osobe mogao počinuti kazneno djelo. Osobito kada pravna osoba iz nehaj ili nemara prekrši obvezujuće zakonske ili podzakonske odredbe“. Drugačije je kada okolnosti slučaja ne omogućuju identifikaciju organa ili zastupnika jednostavnim uračunavanjem krivnje. To je slučaj kada su dva društva, jedno zaduženo za zidarske radove, a drugo naručitelj postavljanja nosive krovne konstrukcije, sudjelovala u urušavanju prednjeg zida i spomenute konstrukcije<sup>32</sup>. To se odnosi i na organizaciju gradilišta kada je za nju zaduženo više poduzeća među kojima jedno od društava zaduženih za sigurnost prenese svoje dužnosti i ovlasti na određenog zaposlenika koji ih dalje prenosi predstavniku drugog društva, a potomji je i sam nastavio s višestrukim daljnjom prijenosom<sup>33</sup>. Takva složena situacije otežava sudcima identificiranje stvarnih počinitelja kaznenog djela.

U nedostatak zakonskog propisa i u slučaju povrede sigurnosnih pravila izvedeni će zaključak također ovisiti o činjeničnim okolnostima slučaja. Tako je posredno odlučeno u sporu protiv kajak kanu kluba koji je bio optužen da rijeku, u kojoj se mladi član utopio na uvodnom treningu, nije osigurao tako da ona ne predstavlja opasnost<sup>34</sup>. Presuda od 18. lipnja 2013., objavljena u službenom glasilu, ima isti smisao, ali njezino je obrazloženje jasnije. Kao što je „direktor poduzeća kojemu su osobno nametnuti uvjeti i načini vođenja poslova“<sup>35</sup> odgovoran za svoje zaposlenike, tako se i predsjednik sportskog kluba smatra odgovornim za sigurnost sudionika natjecanja koja on organizira. Opisana se presuda međutim odnosi samo na nehajna kaznena djela. Uračunavanje kaznenog djela prema okolnostima slučaja teže je kod nehajnih kaznenih djela za koja je potrebno „da radnja počinjenja nedvosmisleno izražava namjeru počinitelja“<sup>36</sup>.

Iako se sva sigurnosna pitanja nužno tiču predsjednika, presuda od 18. lipnja 2013. potvrđuje prijenos ovlasti na koji se nije pozivalo u slučaju. Ponovno se sudska nadležnost primjenjuje samo na voditelje poduzeća koji se ne mogu osloboditi odgovornosti osim ako ne dokažu prijenos ovlasti. Prijenos ovlasti se kao temelj oslobođenja odgovornosti ne presumira. On mora biti utvrđen, što nužno podrazumijeva identifikaciju ovlaštenika. Ako za nju nema čvrstog temelja, kao što je to utvrđeno u presudi od 11. listopada 2011. u slučaju neformalne delegacija dvaju službenika Francuske elektroprivrede čiji su položaji i ovlaštenja ocijenjeni nejasnima, ne mogu se iz okolnosti slučaja izvoditi zaključci, već se ona mora utvrditi, što je pak bilo ocijenjeno nedovoljnim. Tako je i u presudi od 11. travnja 2012. u kojoj se spominje voditelj gradilišta bez jasnog navođenja je li mu prijenosom ovlasti odobreno i davanje određenih sigurnosnih uputa o posebnim rizicima gradilišta<sup>37</sup>. Naprotiv, uračunavanje krivnje dovoljno je utvrđeno kada su sudci dokazali da je za povredu kriv voditelj tvornice, nositelj redovite delegacije ovlasti<sup>38</sup>, ili kada su precizirali opseg ovlasti i odgovornosti voditelja gradilišta, ukazujući tako da je on bio imenovan voditeljem radova i sigurnosti rada što je uobičajeno za zastupnika pravne osobe<sup>39</sup>.

Rješenje koje izjednačuje prenositelje ovlasti sa zastupnicima<sup>40</sup> zahtjeva oprez<sup>41</sup>. Želju autora<sup>42</sup> da presuda od 11. travnja 2012. bude presedan za izuzeće prenositelja ovlasti iz skupine zastupnika, nije ispunio kazneni sud koji se na nju izričito pozvao u presudi od 18. lipnja 2013. Prvostupanjski sudci ne trebaju dakle provjeravati postojanje prijenosa ovlasti, nego moraju paziti ima li uistinu prenositelj ovlasti nadležnost, autoritet i sredstva potrebna za ispunjenje zadaće<sup>43</sup>.

1. Kasacijski kazneni sud 11. lipnja 2010., br. 09-87884: *Dalloz*, 2010., str. 1712.
2. R. Benouniche i F. Hervet, *Gazette du Palais*, 21. lipnja 2012., str. 5., J0077
3. Žalbeni sud u Chambéryju, Odjel za kaznene žalbe, 7. lipnja 2012., br. 001235
4. Kasacijski kazneni sud 25. travnja 1967., br. 66-92587: Kazneno glasilo, br. 129 - Kasacijski kazneni sud 25. listopada 1972., br. 71-91673, Kazneno glasilo br. 309 - Kasacijski kazneni sud 6. prosinca 1983., br. 83-90900: Kazneno glasilo, br. 331
5. Drugi građanski odjel Kasacijskog suda, 8. ožujka 1995., br. 91-14895: Kazneno glasilo II, br. 83, *Juris-Classeur périodique*, izdanje: Générale 1995., II, 22499, bilješke: J. Gardach; P. Jourdain, *Revue trimestrielle de droit civil* 1995., str. 904.
6. J.-C. Saint-Pau, *Dalloz* 2000., br. 30, str. 636.
7. C. Lombois, *Droit pénal général*, izdanje: Hachette, zbirka: *Les fondamentaux* 1994., str. 73. i 74., H. Robert, *Droit pénal général*, treće izdanje PUF, 1998., str. 355.; C. Ducouloux-Favard, LPA, 7. travnja 1993., str. 7; *Dalloz*. 1998, kronika, str. 395.
8. Ona je "jednostavan odraz odgovornosti fizičkih osoba, odnosno posljedične odgovornosti" J.-C. Saint-Pau, *Dalloz*, 2000., str. 636.
9. B. Bouloc, *Revue de science criminelle*, 2002., str. 99.
10. Kasacijski kazneni sud 24. listopada 2000., br. 00-80378, Kazneno glasilo, br. 308, *Juris-Classeur périodique*, izdanje: Générale, 2001., II, bilješke: M. Daury-Fauveau *Dalloz*, 2002., str. 515, bilješke: J. -C. Planque – Kasacijski kazneni sud 8. siječnja 2013., br. 12-811002
11. Tako E. Fortis, *Revue de science criminelle*, 2004., str. 339.
12. Tako J.-Y. Maréchal, *Juris-Classeur périodique*, izdanje: Générale, 2009., br. 45, 402; Y. Mayaud, *Revue de science criminelle*, 2006., str. 825. Autor tvrdi pak da se može raditi o "izričitom odgovoru na teškoće proizašle iz Zakona od 10. srpnja 2000. godine". Sudac nije istraživao posljedice počinjenja kaznenog djela unutar pravne osobe od njezinih vođitelja ili zastupnika ako se uzme u obzir da odgovornost pravnih osoba ne ovisi više o odgovornosti fizičkih osoba.
13. Kasacijski kazneni sud 26. lipnja 2001., br. 00-83466: Kazneno glasilo, br. 161, *Droit pénal*, 2002., br. 8, komentari: J.-H. Robert.

14. J.-C. Saint-Pau, *Dalloz*, 2004., str. 167.

15. Kasacijski kazneni sud 29. rujna 2009., br. 09-80254 – Kasacijski kazneni sud 9. ožujka 2010., br. 09-80543.

16. U prvom se slučaju prigovaralo Žalbenom sudu da je prihvatio odgovornost Nacionalnog društva francuskih željeznica zbog smrti jednog od putnika, a da nije istražio "jesu li organi ili zastupnici počinili nemar, nepažnju i propust u obvezi sigurnosti". Kasacijski kazneni sud 18. siječnja 2000., br. 99-80318: Kazneno glasilo, br. 28 ; J.-C. Saint-Pau, *Dalloz*, 2000., str. 636.; U drugom slučaju presuda je cenzurirana zbog proglašenja krivim trgovački centar zbog prijestupa prodaje bez ambalaže, a da nije precizirano koji je organ ili zastupnik bio odgovoran. Kasacijski kazneni sud 29. travnja 2003., br. 02-85353: Kazneno glasilo, br. 91.

17. J.-C. Saint-Pau, *Dalloz*, 2004., str. 167; *Dalloz*, 2012., str. 138.

18. B. Bouloc, *L'actualité juridique: Pénal*, 2012., str. 1381.

19. B. Bouloc, *Revue trimestrielle de droit commercial*, 2012., str. 201.

20. J.-C. Saint-Pau, *Dalloz*, 2012., str. 1381 ; L. Saenko, *Droit pénal*, 2009., br. 7, studija: 14.

21. Zaposlenik je pao i izgubio život prolazeći platformom koja je bila izvan pogona i koja je unatoč svom lošem stanju zadržana, a čija opasnost nije bio naznačena. Kasacijski kazneni sud 20. lipnja 2006., br. 05-85255: *Dalloz*, 2007., str. 617., bilješke: J.-C. Saint-Pau; *Dalloz* 2007., str. 399., komentari: G. Roujou de Boubée; *Dalloz*, 2007., str. 1624., komentari: C. Mascala; *Revue des sociétés* 2006., str. 895., bilješke: B. Bouloc; *Revue de science criminelle*, 2006., str. 825., komentari: Y. Mayaud; *Revue trimestrielle de droit commercial*, 2007, str. 248., komentari: B. Bouloc; *Juris-Classeur périodique*, izdanje: *Générale*, 2006., II, 10199, bilješke: E. Dreyer.

22. Radnik je zadobio ozlijede uslijed pada u lijevak čija je zaštita bila uklonjena kako bi se nastavilo s ispitivanjem potrebnih materijala za puštanje u pogon linije za kemijsko nagrizanje metala, a nijedan drugi uređaj nije bio upotrijebljen kako bi se upozorilo na opasnost. Kasacijski kazneni sud 26. lipnja 2007., br. 06-84821: *Dalloz*, 2008., str. 1573, komentari: C. Mascala; *Droit pénal*, 2007., br. 135, bilješke: M. Véron.

23. Kasacijski kazneni sud 15. veljače 2011., br. 10-85324: *Droit pénal*, 2011., str. 62, komentari: Véron – Kasacijski kazneni sud 24. svibnja 2000., br. 99-83414: Kazneno glasilo

br. 203 – Kasacijski kazneni sud 25. lipnja 2008., br. 07-80 261: Kazneno glasilo br. 167 – Kasacijski kazneni sud 28. siječnja 2009., br. 07-81674 – Kasacijski kazneni sud 16. prosinca 2009., br. 07-86584.

24. Kasacijski kazneni sud 21. ožujka 2000., br. 98-84714: Kazneno glasilo br. 128; *Dalloz*, 2000., str. 155.

25. J.-C. Saint-Pau, *Dalloz*, 2012., str. 1381.

26. N. Rias, *Dalloz*, 2011., str. 2841.

27. B. Bouloc, *L'actualité juridique: Pénal* 2012., str. 35.

28. J.-C. Saint-Pau, *ibid.*

29. *Revue de science criminelle*, 2011., str. 825.

30. *Revue de science criminelle*, 2013., str. 73.

31. E. Fortis, *Revue de science criminelle*, 2009., str. 89.

32. Kasacijski kazneni sud 2. listopada 2012., br. 11-84415: *Dalloz*, 2012., str. 2521; *Droit social*, 2013., str. 142, zbirka: R. Salomon et A. Martinel; *Revue trimestrielle de droit commercial*, 2013., str. 155., komentari: B. Bouloc.

33. Kasacijski kazneni sud 22. siječnja 2013., br. 12-80022: *Revue de droit immobilier* br. 4, travanj 2013., str. 216, komentari: G. Roujou de Boubée.

34. Kasacijski kazneni sud, 13. siječnja 2009., br. 08-84144. Odluka sudaca nižih sudova kojom je klub proglašen krivim za prouzročenje smrti iz nehaja bila je potvrđena, iako je u reviziji istaknuto kako je prijestup izravno uračunat društvu, a da počinitelj protupravnog djela nije identificiran. To proizlazi iz presude kojom je zahtjev odbijen, a u kojoj nije navedeno da je udruženje izvršilo sva obilježja prijestupa te da su samo glasnogovornici ili zastupnici udruženja mogli počiniti to djelo.

35. Kasacijski kazneni sud 28. veljače 1956.: *Juris-Classeur périodique*, izdanje: *Générale*, 1956., II, 9304.

36. J.-C. Saint-Pau, *Dalloz*, 2012., str. 1381.



37. Kasacijski kazneni sud 11. travnja 2012., br. 10-86974: *Dalloz*, 2012., str. 1381, bilješke: J.-C. Saint-Pau; *ibid.* str. 1698., komentari: C. Mascala; *L'actualité juridique: Pénal* 2012., str. 415, komentari: B. Bouloc; *Droit social* 2012, str. 720, zbirka: R. Salomon et A. Martinel; *Revue de science criminelle*, 2012., str. 375., komentari: Y. Mayaud; *ibid.* str. 377., komentari: A. Cerf-Hollender; *Revue trimestrielle de droit commercial*, 2012., br. 3, str. 629, komentari: B. Bouloc; *Dalloz actualité*, 3. svibnja 2012., komentari: M. Bombled.
38. Kasacijski kazneni sud 8. studenog 2011., br. 11-81422.
39. Kasacijski kazneni sud 11. prosinca 2012., br. 11-87421.
40. Kasacijski kazneni sud 9. studenog 1999., br. 98-81746: Kazneno glasilo br. 252; *Revue de science criminelle*, 2000., str. 389, komentari: Y. Mayaud – Kasacijski kazneni sud 26. lipnja 2001., br. 00-83466, Kazneno glasilo br. 161.
41. B. Bouloc, *Revue de science criminelle*, 2000., str. 600.
42. J.-H. Robert, *Juris-Classeur périodique*, izdanje: *Générale* br. 25, 18. lipnja 2012., 740.
43. Kasacijski kazneni sud 19. siječnja 1988.: Kazneno glasilo br. 29 – Kasacijski kazneni sud 11. ožujka 1993., br. 91-80598, 92-80773, 90-84931 i 91-80958.

## 6. GLOSSAIRE

### A

Absorption, n. f. – isključenje

Abstention, n. f. – nečinjenje

Abus, n. m. – zloraba

d'autorité – zloraba položaja

de pouvoir – zloraba ovlasti

Accident, n. m. – nesreća

de chantier - nesreća na gradilištu

du travail – nesreća na radu

Acte, n. m. – radnja

d'exécution – radnja počinjenja

répréhensible – kažnjiva radnja

Activité, n. f. – djelatnost

socio-économique – društveno-ekonomska djelatnost

judiciaire – pravosudna djelatnost

Affaire, n. f. – predmet

Agent, n. m. – službenik

de maîtrise – nadzornik

Agissement, n. m. – čin, radnja

fautif – protupravan čin

délictueux – protupravna radnja

Aide, n. f. – pomoć (fizička)

Alinéa, n. m. – stavak

Allégement, n.m. – ublažavanje

Amende, n. f. – novčana kazna

ferme – bezuvjetna novčana kazna

avec sursis – uvjetna novčana kazna

Appel, n. m. – žalba

Arrêt, n.m. – presuda

de réformation – preinačena presuda

Article, n. m. – članak

Assistance, n. f. – pomoć (psihička)

Association, n. f. – udruga

Atteinte, n. f. – kršenje, kazneno djelo

à la personne humaine – kazneno djelo protiv života i tijela

aux finances publiques – kazneno djelo protiv javnih financija

porter atteinte à – kršiti, prekršiti

Atténuation, n. f. – smanjenje

de responsabilité – smanjenje odgovornosti

Auteur, n. m. – počinitelj

de l'infraction – počinitelj kaznenog djela

indirect – posredni počinitelj

## **B**

Blessure, n. f. – tjelesna ozljeda

involontaire – nenamjerno nanošenje tjelesnih ozljeda

## **C**

Cadre, n.m. – okvir

législatif – zakonski okvir

Cas, n. m. – slučaj

Casier judiciaire – kaznena evidencija

des personnes morales – kaznena evidencija pravnih osoba

des personnes physiques – kaznena evidencija fizičkih osoba

Casser, v. – ukinuti

Cause, n. f. – uzrok

Causer, v. t. – prouzrokovati

directement – neposredno prouzrokovati

Chambre, n. f. – vijeće

civile – građansko vijeće

criminelle – kazneno vijeće

Champ, n. m. – područje

d'application – područje primjene

de la répression – područje kažnjavanja

Chapitre, n. m. – odjeljak

Charge, n. f. – obveza

Circonstance, n. f. – okolnost  
de l'espèce – okolnosti slučaja

Code, n. m. – zakonik  
du travail – Zakonik o radu  
pénal – Kazneni zakonik

Collectivité, n. f. – zajednica  
territoriale – teritorijalna zajednica

Commettre, v. t. – počiniti

Commission, n. f. – počinjenje

Compétence, n. f. – nadležnost  
législative – zakonodavna nadležnost

Complice, n. m./n. f. – sudionik  
par aide ou assistance – pomagač  
par provocation – poticatelj

Compte, n. m. – račun

Condamnation, n. f. – osuđujuća presuda, osuda

Condamner, v. t. – osuditi

Confiscation, n.f. – oduzimanje  
des biens – oduzimanje imovine

Consummation, n. f. – izvršenje

Contentieux, n. m. – spor  
réprimé – oknčani spor

Contrefaçon, n. f. – krivotvorenje  
de marque – krivotvorenje žiga  
de modèles – krivotvorenje dizajna

Contravention, n. f. – prekršaj

Convention, n. f. – ugovor  
de délégation – ugovor o delegaciji

Crime, n. m. – zločin

Criminalité, n. f. – kriminalitet  
diffuse – prošireni kriminalitet

Coupable, adj. – kriv

Cour, n. f. – sud

d'appel – žalbeni sud  
de cassation – Kasacijski sud  
Cumul, n. m. – kumulacija  
des poursuites – kumulacija sudskih postupaka  
des condamnations – kumulacija osuđujućih presuda  
Danger, n. m. – opasnost  
mettre en danger – dovesti u opasnost

## **D**

Décès, n. m. – smrt  
Décision, n. f. – odluka  
Délégation, n. f. – delegacija  
de pouvoirs – delegacija ovlasti  
interne – unutarnja delegacija  
Déléataire, n. m./n. f. – ovlaštenik  
Délégué,e, n. m./n. f. – prenositelj ovlasti  
Délibéré,e, adj. – namjieran, a  
Délinquant, n. m./n. f. – počinitelj kaznenog djela  
Délit, n. m. – prijestup  
d'imprudence – nehajan prijestup  
non intentionnel – prijestup bez namjere  
Déloyauté, n. f. – nelojalnost  
manifeste – očita nelojalnost  
Déresponsabilisation, n. f. – izostanak odgovornosti  
Diffusion, n. f. – javno objavljivanje  
de la décision – javno objavljivanje odluke  
Diligence, n. f. – dužna pažnja  
Disposition, n. f. – odredba  
générale – opća odredba  
spéciale – posebna odredba  
Dissolution, n. f. – prestanak (pravne osobe)  
sans liquidation – prestanak bez likvidacije  
Doctrine, n. f. – doktrina

Domage, n. m. – šteta

causé directement – izravna šteta

Droit, n. m. – pravo

commun – opće pravo

pénal – kazneno pravo

général – opći dio kaznenog prava

## **E**

Entrave, n. m. – opstrukcija

aux fonctions de l'inspecteur du travail – Opstrukcija djelatnosti inspektora rada

Entrer en vigueur – stupiti na snagu

Espèce, n. f. – slučaj

Établir, v. t. – dokazati, utvrditi

Établissement, n. m. – ustanova

public – javna ustanova

Exclusion, n. f. – isključenje

Exécution, n. f. – obavljanje

d'un travail dissimulé – obavljanje neregistrirane djelatnosti

Exonération, n. f. – oslobođenje (od odgovornosti)

## **F**

Faute – krivnja, odgovornost

civile – građanska krivnja

caractérisée – gruba nepažnja

d'imprudence – nehaj

diffuse – proširena krivnja

distincte – posebna krivnja

de négligence – nepažnja

gravité de la faute – stupanj krivnje

pénale – kaznena krivnja

qualifiée – kvalificirana krivnja

simple – obična nepažnja

supplémentaire – dodatna krivnja

Faux, fausse, adj. – krivotvoren, a

Faux en écriture – krivotvorena isprava

publique – krivotvorena javna isprava

privée – krivotvorena privatna isprava

usage de – upotreba krivotvorenih isprava

Fermeture, n. f. – zatvaranje

d'un établissement – zatvaranje ustanove

définitive – konačno zatvaranje (ustanove)

temporaire – privremeno zatvaranje (ustanove)

Fondation, n. f. – zaklada

Force majeure, n. f. – viša sila

Forme, n. f. – oblik

juridique – pravni oblik

Fraude, n. f. – utaja

fiscale – porezna utaja

douanière – carinska utaja

Fusion absorption, n. f. – pripajanje

## **H**

Haute juridiction – Visoki sud

Homicide, n. m. – prouzročenja smrti

involontaire – prouzročenja smrti iz nehaja

## **I**

Illicite, adj. – nezakonit, a

Immunité, n. f. – imunitet

totale – potpuni imunitet

Implication, n. f. – sudjelovanje

Imprudence, n. f. – nehaj

Impunité, n. f. – nekažnjavanost

Imputation, n. f. – računanje

Imputer, v. t. – računati, pripisati

Infraction, n. f. – kazneno djelo, kršenje, povreda

à l'environnement – kazneno djelo protiv okoliša

à la législation – kazneno djelo protiv zakonskih propisa, povreda propisa

sur la concurrence et les prix – kazneno djelo protiv zakonskih propisa o  
tržišnom natjecanju i cijenama

du travail – kaznena djela protiv zakonskih propisa o radu

de la sécurité sociale – kazneno djelo protiv zakonskih propisa o socijalnoj  
sigurnosti

sur les jeux de hasard – kazneno djelo protiv zakonskih propisa o igrama na  
sreću

à la réglementation – povreda pravilnika

des débits de boissons – povreda pravilnika o ovlaštenim prodavateljima pića

au droit du travail – kaznena djela iz područja radnog prava

aux finances publiques – kaznena djela protiv javnih financija

de contrefaçons – kazneno djelo krivotvorenja

de discrimination dans l'embauche – kazneno djelo diskriminacije pri zapošljavanju

de fraude – kazneno djelo prijevare

d'imprudence – kazneno djelo iz nehaja

de négligence – kazneno djelo iz nepažnje

douanière – carinsko kazneno djelo

intentionnelle – namjerno kazneno djelo

non intentionnelle – kazneno djelo bez namjere

principale – glavno kazneno djelo

supplémentaire – dodatno kazneno djelo

tentée – pokušaj kaznenog djela

volontaire – namjerno kazneno djelo

Intention, n. f. – namjera

Interdiction, n. f. – zabrana

d'exercer une activité – zabrana obavljanja određene djelatnosti

définitive – konačna zabrana obavljanja određene djelatnosti

temporaire – privremena zabrana obavljanja određene djelatnosti

professionnelle – zabrana obavljanja profesionalnih djelatnosti

sociale – zabrana obavljanja društvenih djelatnosti

d'émettre des chèques – zabrana izdavanja čekova



de faire un appel public à l'épargne – zbrana obavljanja javnih ponuda vrijednosnih  
papira

d'utiliser – zabrana upotrebe

des cartes de paiements – zbrana upotrebe platnih kartica

Interprétation, n. f. – tumačenje

littérale – doslovno tumačenje

stricte – strogo tumačenje

## **J**

Juge, n. m. – sudac

du fond – sudac sudova nižeg stupnja

Jugement, n. m. – presuda

Juger, v. t. – proglasiti

responsable – proglasiti odgovornim

coupable – proglasiti krivim

Juridiquement fondé –pravno utemeljen

Jurisprudence, n. f. – sudska praksa

pertinente – relevantna sudska praksa

## **L**

Lien de causalité, n. m. – uzročna veza

indirect – neizravna uzročna veza

direct – izravna uzročna veza

Loi, n. f. – zakon

## **M**

Menace, n. f. – prijetnja

Manquement, n. m. – povreda

à l'obligation de sécurité – povreda sigurnosnih pravila

Montant, n. m. – iznos

moyen – prosječni iznos

médian – srednji iznos

maximum – najveći iznos

extrême – iznimno visoki iznos

Motivation, n. f. – obrazloženje (presude)

## **N**

Nationalité, n. f. – državna pripadnost

Négligence, n. f. – nepažnja, nemar

Non-respect, n. m. – nepoštivanje

des prescriptions – nepoštivanje propisa

législatives – nepoštivanje zakonskih propisa

réglementaires – nepoštivanje podzakonskih propisa

## **O**

Obligation, n. f. – obaveza

Opacité, n. f. – netransparentnost

de la prise de décision – netransparentnost u donošenju odluka

Organe – organ (pravne osobe)

## **P**

Parquet, n. m. – državno odvjetništvo

Peine, n. f. – kazna, sankcija

associée – sporedna kazna

criminelle – kaznena sankcija

complémentaire – dodatna kazna

correctionnelle – korektivna sankcija

de substitution – zamjenska kazna

dispenses de peine – oslobođenje od kazne

multiple – kumulativna kazna

principale – glavna kazna

seule – samostalna kazna

Pénalisation, n. f. – kažnjavanje

excessive – pretjerano kažnjavanje

Pénaliste, n. m. – stručnjak za kazneno pravo

Personnalité, n. f. – sposobnost

juridique – pravna sposobnost

Personne, n. f. – osoba

    d'autrui – druga osoba

    exerçant un travail dissimulé – nezakonit pružatelj usluga

    morale – pravna osoba

        de droit privé – pravna osoba privatnog prava

        de droit public – pravne osobe javnog prava

    physique – fizička osoba

Politique, n. f. – politika

    pénale – kaznena politika

Pollution, n. f. – onečišćenje

    des eaux – onečišćenje voda

    des sols – onečišćenje tla

Poursuivre, v. t. – kazneno goniti

Poursuite, n. f. – postupak

    judiciaires – sudski postupak

Poursuivant,e, n. m./n. f. – tužitelj, ica

Pourvoi, n. m. – revizija, žalba

Préfiguration, n. f. – presedan

Présomption, n. f. – presumpcija, predmnijeva

    d'imputation de l'infraction – presumpcija uračunavanja kaznenog djela

    de mauvaise foi – presumpcija zle namjere

Preuve, n. f. – dokaz

    charge de la preuve – teret dokaza

Principe, n. f. – načelo

    de spécialité – načelo specijalnosti

    d'une responsabilité pénale – načelo kaznene odgovornosti

Procédure, n. f. –sudski postupak

Protection, n. f. – zaštita

Prudence, n. f. – oprez

    obligation particulière de – dužnost postupanja s posebnim oprezom

Publicité, n. f. – javno objavljivanje

    de la décision rendue – javno objavljivanje izrečene presude

        par voie d'affichage – javno objavljivanje stavljanjem na oglasnu ploču

par voie de publication – javno objavljivanje objavom u službenom glasilu

Puni,e, adj. – kažnjen, a

Punir, v. t. – kazniti

## **R**

Rapport, n. m. – izvješće

Règlement, n. m. – propis

Rejeter, v. – odbaciti, odbiti

Représentant, n. m. – zastupnik

Responsabilité, n. f. – odgovornost

indirecte – posredna odgovornost

par ricochet – posljedična odgovornost

personnelle – osobna odgovornost

pénal – kaznena odgovornost

des personnes morales – kaznena odgovornost pravnih osoba

des personnes physiques – kaznena odgovornost fizičkih osoba

Responsable, adj. – odgovoran

de plein droit – neograničeno odgovoran

pénalement – kazneno odgovoran

Risque, n. m. – opasnost, rizik

d'une particulière gravité – ozbiljna opasnost

normalement prévisible – razumno predvidljiv rizik

spécifique - poseban rizik

## **Q**

QPC (question prioritaire de constitutionnalité) – pitanje o ustavnosti

Question, n. f. – pitanje

de fond – materijalno pitanje

de sécurité – sigurnosno pitanje

## **S**

Sanctionner – kazniti

financièrement – kazniti novčanom kaznom

Sciemment, adv. – svjesno

Sécurité, n. f. – sigurnost

du travail – sigurnost na radu

Service, n. f. – služba

public – javna služba

Seuil, n. m. – prag

de la faute – prag krivnje

Société, n. f. – društvo, udruga

en formation – društvo u osnivanju

absorbante – društvo preuzimatelj

absorbée – društvo koje se pripaja

civile – udruga građana

commerciale – trgovačko društvo

étrangère – inozemno društvo

Supprimer, v. t. – ukinuti

Syndicat, n. m. – sindikat

Système, n. m. – sustav

pénal – kazneni sustav

## **T**

Tenter, v. t. – pokušati

Tentative, n. f. – pokušaj

Théorie, n. f. – teorija

de la représentation – teorija reprezentacija

de l'autonomie – teorija autonomije

Titre, n. m. – glava

Travail, n. m. - rad

illégal – nezakonit rad

dissimulé – protuzakonit rad

Travailleur, n. m. – radnik

Tribunal, n. m. – prvostupanjski sud

correctionnel – prvostupanjski kazneni sud

## U

Unité, n. f. – jedinstvo

d'action – jedinstvo radnje

## V

Victime, n. f. – žrtva

Violation, n. f. – kršenje

Violer, v. t. – povrijediti, prekršiti

Volonté, n. f. – volja

indépendant de la – izvan volje

## 7. FICHES TERMONOLOGIQUES

FICHE TERMINOLOGIQUE 1	
Terme: <b>RESPONSABILITÉ PÉNALE</b>	
Catégorie grammaticale	n. f. + adj.
Statut (usage)	langue standard
Collocations	~ des personnes physiques, ~ des personnes morales
Domaine	droit
Sous-domaine	droit pénal
Définition du terme	Obligation faite à une personne reconnue coupable par un tribunal de répondre d'une infraction qu'elle a commise ou dont elle est complice, et de subir la sanction pénale prévue par la loi correspondant à une infraction.
Hypéronyme	responsabilité juridique
Relation avec l'hypéronyme	type de
Hyponyme(s)	responsabilité pénale des personnes physiques responsabilité pénale des personnes morales
Isonyme	responsabilité civile responsabilité administrative
Contexte du terme (+ référence)	« La <b>responsabilité pénale</b> est encourue par l'auteur d'une violation de la loi pénale - autrement dit d'une infraction - donnant lieu à l'application d'une peine. Le fait générateur de la <b>responsabilité pénale</b> est donc l'infraction et seul peut en être déclaré responsable celui qui l'a personnellement commise. »  F. Desportes, F. Le Guehec, <i>Le nouveau droit pénal</i> , Ed. Economica, 2000.

<b>Equivalent croate</b>	KAZNENA ODGOVORNOST
<b>Catégorie grammaticale</b>	adj. + n. f.
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Rječnik kaznenog prava</i> , Masmedia, Zagreb, 2002, p. 167
<b>Contexte de l'équivalent</b>  (+ référence)	<p>Premda iz teksta čl. 18.9 i obrazloženja uz Konvenciju ne proizlazi obveza za države potpisnice da u svojim zakonodavstvima predvide <b>kaznenu odgovornost</b> pravnih osoba za kaznena djela odgovornih osoba, već se izričito navodi da ta odgovornost može biti i administrativna (prekršajna) odnosno građanskopravna ovisno o pravnim načelima države stranke, hrvatski je zakonodavac zauzeo stajalište da je upravo propisivanje <b>kaznene odgovornosti</b> pravnih osoba za Hrvatsku najprimjerenije rješenje.</p> <p>Davor Derenčinović, <i>Odgovornost pravni osoba u hrvatskom kaznenom pravu</i>, Hrvatska pravna revija, 2002.</p>

<b>FICHE TERMINOLOGIQUE 2</b>	
<b>Terme:</b> <b>INFRACTION</b>	
<b>Catégorie grammaticale</b>	n. f.
<b>Statut (usage)</b>	langue standard
<b>Collocations</b>	~ volontaire, ~ tentée, ~ principale, ~ douanière, ~ de fraude, ~ de contrefaçons, ~ non intentionnelles, ~ à l'environnement
<b>Domaine</b>	droit
<b>Sous-domaine</b>	droit pénal



<b>Définition du terme</b>	Comportement actif ou passif prohibé par la loi et passible selon sa gravité d'une peine principale, soit criminelle, soit correctionnelle, soit de police, éventuellement assortie de peines complémentaires ou accessoires ou de mesures de sûreté.
<b>Synonyme</b>	atteinte
<b>Hypéronyme</b>	action
<b>Relation avec l'hypéronyme</b>	type de
<b>Hyponymes</b>	contravention crime délit
<b>Contexte du terme (+ référence)</b>	<p>« Le droit pénal en vigueur en Bulgarie, en Italie, à Malte et en Autriche limite explicitement les <b>infractions</b> d'incitation à la haine à des groupes autres que les personnes LGBT. »</p> <p>Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, <i>Homophobie et discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans les États membres de l'UE, Partie II: la situation sociale</i>, 2009.  <a href="http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/396-hdgso_part2_summary_fr.pdf">http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/396-hdgso_part2_summary_fr.pdf</a> (consulté le 15 août 2016)</p>
<b>Equivalent croate</b>	KAZNENO DJELO
<b>Catégorie grammaticale</b>	adj. + n. n.
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Pravni leksikon</i> , Leksikografski zavod Miroslav Krleža, Zagreb, 2007, p. 578
<b>Contexte de l'équivalent (+ référence)</b>	<p>Pravna osoba kaznit će se za <b>kazneno djelo</b> odgovorne osobe ako se njime povređuje neka dužnost pravne osobe ili je njime pravna osoba ostvarila ili trebala ostvariti protupravnu imovinsku korist za sebe ili drugoga.</p> <p><i>Zakon o odgovornosti pravnih osoba za kaznena djela</i>, NN 151/03, 110/07, 45/11, 143/12</p>

FICHE TERMINOLOGIQUE 3	
<p style="text-align: center;"><b>Terme:</b> <b>PEINE</b></p>	
<b>Catégorie grammaticale</b>	n. f.
<b>Statut (usage)</b>	langue standard
<b>Collocations</b>	~ associée, ~ criminelle, ~ complémentaire, ~ correctionnelle, ~ substitution, dispenses de ~, ~ multiple, ~ principale
<b>Domaine</b>	droit
<b>Sous-domaine</b>	droit pénal
<b>Définition du terme</b>	Mesure de répression des infractions pénales, qui est édictée par la loi et se traduit par une lésion de biens juridiques (liberté, patrimoine, etc.) appartenant au condamné.
<b>Synonyme</b>	sanction pénale
<b>Hyponymes</b>	peine principale peine complémentaire peine accessoire
<b>Contexte du terme (+référence)</b>	<p>« Le prononcé des <b>peines</b>, et leur exécution, doit tenir compte non seulement de la gravité des faits mais aussi de la personnalité de leur auteur. Si la loi fixe une <b>peine</b> maximale pour chaque infraction, par exemple 3 ans pour un vol simple, c'est-à-dire sans circonstances aggravantes, violences, avec port d'arme, effraction par exemple, elle n'empêche pas le juge de descendre en dessous de ce maximum. »</p> <p>Jean-Louis Chavret, <i>Punir? Peines, sanctions, réparation</i>, Conférence à Avignon, 2008.  <a href="http://ledroitcriminel.free.fr/dictionnaire/petites_histoires_et_illustrations/charvet_punir.htm">http://ledroitcriminel.free.fr/dictionnaire/petites_histoires_et_illustrations/charvet_punir.htm</a> (consulté le 18 août 2016)</p>
<b>Equivalent croate</b>	KAZNA

<b>Catégorie grammaticale</b>	n. f.
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Rječnik kaznenog prava</i> , Masmedia, Zagreb, 2002, p. 142
<b>Contexte de l'équivalent (+ référence)</b>	<p>Generalna prevencija je djelovanje kazne na javnost radi sprječavanja budućih kaznenih djela. Generalna prevencija se ostvaruje najprije prijetnjom kaznom, a onda i njezinim izricanjem i izvršenjem.</p> <p>Petar Novoselec, Igor Bojanić, <i>Opći dio kaznenog prava</i>, Zagreb: Pravni fakultet Sveučilišta u Zagrebu, 2013.</p>

<b>FICHE TERMINOLOGIQUE 4</b>	
<p align="center"><b>Terme:</b> <b>DROIT PÉNAL</b></p>	
<b>Catégorie grammaticale</b>	n. f. + adj.
<b>Statut (usage)</b>	langue standard
<b>Collocation</b>	~ général
<b>Domaine</b>	droit
<b>Sous-domaine</b>	droit pénal
<b>Définition du terme</b>	Branche du droit qui réunit l'ensemble des règles de conduite imposées par la société aux citoyens sous peine de sanction.
<b>Synonyme</b>	droit criminel
<b>Hypéronyme</b>	droit
<b>Relation avec l'hypéronyme</b>	type de

<b>Hyponymes</b>	droit pénal des mineurs droit pénal des majeurs droit pénal général droit pénal spécial
<b>Contexte du terme (+référence)</b>	droit administratif droit civil droit commercial droit des affaires droit du travail droit fiscal droit international droit processuel
<b>Equivalent croate</b>	KAZNENO PRAVO
<b>Catégorie grammaticale</b>	adj. + n. n.
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Pravni leksikon</i> , Leksikografski zavod Miroslav Krleža, Zagreb, 2007, p. 579
<b>Contexte de l'équivalent (+référence)</b>	Iz toga proizlazi da <b>kazneno pravo</b> Europske unije nije strano pravo, nego je izjednačeno s nacionalnim pravom, za što uporište postoji i u odredbi članka 106. c Ustava Republike Hrvatske.  Marina Gutschy, <i>XXVII. redovito savjetovanje Hrvatskog udruženja za kaznene znanosti i praksu: Iskoraci hrvatskog kaznenog zakonodavstva i prakse u europsko kazneno pravo</i> , Hrvatski ljetopis za kazneno pravo i praksu, 2015.

<b>FICHE TERMINOLOGIQUE 5</b>	
<b>Terme:</b>  <b>PERSONNE MORALE</b>	
<b>Catégorie grammaticale</b>	n. f. + adj.
<b>Statut (usage)</b>	langue standard

<b>Collocations</b>	responsabilité pénal des ~ , ~ de droit privé, ~ de droit public
<b>Domaine</b>	droit
<b>Sous-domaine</b>	droit civil
<b>Définition du terme</b>	Groupement doté, sous certaines conditions, d'une personnalité juridique plus ou moins complète ; sujet de droit fictif qui, sous l'aptitude commune à être titulaire de droit et d'obligation, est soumis à un régime variable, notamment selon qu'il s'agit d'une personne morale de droit privé ou d'une personne morale de droit public.
<b>Synonymes</b>	être moral personne civile personne juridique
<b>Hyperonyme</b>	personne
<b>Relation avec l'hyperonyme</b>	type de
<b>Hyponymes</b>	personne morale de droit privé personne morale de droit public
<b>Isonyme</b>	personne physique
<b>Contexte du terme (+référence)</b>	« Le droit considère ces groupements comme formant chacun une unité, une entité, dont l'existence est distincte des parties composantes. Par un anthropomorphisme instinctif, il parle de <b>personnes morales</b> , ou encore de personnes juridiques. »  Jean Carbonnier, <i>Droit civile</i> , Quadrige, 2004.
<b>Equivalent croate</b>	PRAVNA OSOBA
<b>Catégorie grammaticale</b>	adj. + n. f.
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Pravni leksikon</i> , Leksikografski zavod Miroslav Krleža, Zagreb, 2007, p. 1194
<b>Contexte de l'équivalent (+ référence)</b>	<b>Pravna osoba</b> ima sva navedena prava osobnosti, osim onih vezanih uz biološku bit fizičke osobe, a osobito pravo na ugled i dobar glas, čast, ime, odnosno tvrtku, poslovnu tajnu, slobodu privređivanja i dr.  <i>Zakon o obveznim odnosima</i> (NN 35/05, 41/08, 125/11, 78/15)

## FICHE TERMINOLOGIQUE 6

**Terme:**

**CASIER JUDICIAIRE**

<b>Catégorie grammaticale</b>	n. f. + adj.
<b>Statut (usage)</b>	langue standard
<b>Collocations</b>	~ des personnes morales, ~ des personnes physiques
<b>Domaine</b>	droit
<b>Sous-domaine</b>	droit pénal
<b>Définition du terme</b>	Relevé de toutes les sanctions et jugements pénaux prononcés contre une personne.
<b>Hypéronyme</b>	casier
<b>Relation avec l'hypéronyme</b>	type de
<b>Hyponyme</b>	casier judiciaire des personnes morales casier judiciaire des personnes physiques casier judiciaire individuel casier judiciaire national
<b>Contexte du terme (+référence)</b>	« Le projet d'interconnexion <b>des casiers judiciaires</b> a trait tout autant à la transmission d'informations portant sur des condamnations pénales (échange d'avis de condamnation) que sur des demandes de renseignements relatifs aux antécédents judiciaires. » <a href="http://www.justice.gouv.fr/europe-et-international-10045/interconnexion-des-casiers-judiciaires-europeens-icj-23552.html">http://www.justice.gouv.fr/europe-et-international-10045/interconnexion-des-casiers-judiciaires-europeens-icj-23552.html</a> (consulté le 17 août 2016)
<b>Equivalent croate</b>	KAZNENA EVIDENCIJA
<b>Catégorie</b>	adj. + n. f.

<b>grammaticale</b>	
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Rječnik kaznenog prava</i> , Masmedia, Zagreb, 2002, p. 166
<b>Contexte de l'équivalent (+ référence)</b>	<p><b>Kaznena evidencija</b> se, između ostalog, vodi kako bi se moglo utvrditi je li počinitelj kaznenog djela već osuđivan, što je važna okolnost za odmjeravanje kazne, ali isto je tako važna policiji jer olakšava otkrivanje počinitelja kaznenih djela. Stoga je nužna posljedica rehabilitacije brisanje osude iz <b>kaznene evidencije</b>.</p> <p>Petar Novoselec, Igor Bojanić, <i>Opći dio kaznenog prava</i>, Zagreb: Pravni fakultet Sveučilišta u Zagrebu, 2013.</p>

<b>FICHE TERMINOLOGIQUE 7</b>	
<p align="center"><b>Terme:</b> <b>CODE PÉNAL</b></p>	
<b>Catégorie grammaticale</b>	n. m.
<b>Statut (usage)</b>	langue standard
<b>Collocation</b>	interprétation du ~
<b>Domaine</b>	droit
<b>Sous-domaine</b>	droit pénal
<b>Définition du terme</b>	Ensemble de dispositions législatives réunies en un seul corps et destinées à régir les matières du droit pénal.
<b>Hypéronyme</b>	code

<b>Relation avec l'hypéronyme</b>	type de
<b>Isonymes</b>	Code civil Code de justice administrative Code de procédure civile Code de procédure pénale Code du travail
<b>Contexte du terme (+ référence)</b>	<p>« Le 13 juin, le ministre de la justice du Cameroun déposait sur la table des députés du pays un projet de loi portant sur le <b>Code pénal</b>, dont l'objectif était de dépoussiérer un document conçu il y a environ un demi-siècle. Celui-ci a été adopté par l'Assemblée nationale le 22 juin et par le Sénat le 29 juin. »</p> <p>Yann Gwet, <i>Le nouveau Code pénal viole la Constitution camerounaise</i>, Le Monde  <a href="http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/04/le-nouveau-code-penal-viole-la-constitution-camerounaise_4963291_3212.html#xVWLa4UJver20Dw5.99">http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/04/le-nouveau-code-penal-viole-la-constitution-camerounaise_4963291_3212.html#xVWLa4UJver20Dw5.99</a> (consulté le 15 août 2016)</p>
<b>Equivalent croate</b>	KAZNENI ZAKONIK
<b>Catégorie grammaticale</b>	adj. + n. m.
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Rječnik kaznenog prava</i> , Masmedia, Zagreb, 2002, p. 171
<b>Contexte de l'équivalent (+référence)</b>	<p>Kodifikacija je sustavno uređenje nekog cjelovitog pravnog područja pa se zakoni koji predstavljaju kodifikaciju obično nazivaju zakonicima. Baš zbog toga što je Kazneni zakon samo djelomična kodifikacija kaznenog prava, hrvatski je zakonodavac odustao od naziva <b>Kazneni zakonik</b>.</p> <p>Petar Novoselec, Igor Bojanić, <i>Opći dio kaznenog prava</i>, Zagreb: Pravni fakultet Sveučilišta u Zagrebu, 2013.</p>



## FICHE TERMINOLOGIQUE 8

Terme:

### HOMICIDE INVOLONTAIRE

Catégorie grammaticale	n. m. + adj.
Statut (usage)	langue standard
Collocations	commettre ~, auteur de ~
Domaine	droit
Sous-domaine	droit pénal
Définition du terme	Fait de causer la mort d'autrui par une action ou une omission relevant de la maladresse, de l'imprudence, de la négligence, de l'inattention, de l'indifférence ou de l'impéritie, ce qui comprend l'inobservation des règlements.
Synonyme	homicide par imprudence
Hypéronyme	homicide
Relation avec l'hypéronyme	type de
Isonyme	homicide volontaire
Contexte du terme (+ référence)	<p>« En matière d'infractions non-intentionnelles, <b>le dommage doit être entendu comme un préjudice corporel ou psychologique.</b> Sans l'existence de ce préjudice corporel ou/et psychologique, on ne peut retenir les infractions d'homicide involontaire ou blessures involontaires. »</p> <p>David Leseigneur, <i>Les infractions non-intentionnelles : première cause de condamnation en ACM</i> Le portail juridique, <a href="http://www.jurisanimation.fr/?p=71">http://www.jurisanimation.fr/?p=71</a> (consulté le 15 août 2016)</p>

<b>Equivalent croate</b>	PROUZROČENJE SMRTI IZ NEHAJA
<b>Catégorie grammaticale</b>	n. n. + n. f. + prép. + n. m.
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Rječnik kaznenog prava</i> , Masmedia, Zagreb, 2002, p. 493
<b>Contexte de l'équivalent (+ référence)</b>	<p><b>Prouzročenje smrti iz nehaja</b> i dalje je supsidijarno kazneno djelo, tj. ono će se primijeniti samo ako nisu ostvarena obilježja nekoga drugog kaznenog djela koje u svom biću također sadrži nehajno prouzročenje smrti (npr. teška tjelesna ozljeda s posljedicom smrti iz čl. 120. KZ, izazivanje prometne nesreće u cestovnom prometu iz čl. 227. KZ i dr.).</p> <p>Turković, Ksenija i dr. <i>Komentar kaznenog zakona i drugi izvori novoga hrvatskog kaznenog zakonodavstva</i>, Zagreb: Narodne novine, 2013.</p>

<b>FICHE TERMINOLOGIQUE 9</b>	
<b>Terme:</b> <b>TRIBUNAL</b>	
<b>Catégorie grammaticale</b>	n. f.
<b>Statut (usage)</b>	langue standard
<b>Collocation</b>	~ correctionnel
<b>Domaine</b>	droit
<b>Sous-domaine</b>	droit procédural
<b>Définition du terme</b>	Service public de l'État ayant pour fonction de juger au premier degré les différends qui lui sont déférés.

<b>Synonyme</b>	jurisdiction
<b>Hypéronyme</b>	institution judiciaire
<b>Relation avec l'hypéronyme</b>	type de
<b>Isonymes</b>	Cour d'appel Cour de cassation
<b>Contexte du terme (+ référence)</b>	<p>« Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales :</p> <p>a) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un <b>tribunal</b> compétent... »</p> <p>Convention européenne des droits de l'homme  <a href="http://www.echr.coe.int/Documents/Convention_FRA.pdf">http://www.echr.coe.int/Documents/Convention_FRA.pdf</a>          (consulté le 15 août 2016)</p>
<b>Equivalent croate</b>	PRVOSTUPANJSKI SUD
<b>Catégorie grammaticale</b>	adj. + n. m.
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Pravni leksikon</i> , Leksikografski zavod Miroslav Krleža, Zagreb, 2007, p. 1350
<b>Contexte de l'équivalent (+ référence)</b>	<p>Ako se u tijeku postupka pred <b>prvostupanjskim sudom</b> pokaže da bi redovan postupak oko postavljanja zakonskog zastupnika tuženiku trajao dugo, tako da bi zbog toga za jednu ili obje stranke mogle nastati štetne posljedice, sud će tuženiku postaviti privremenog zastupnika.</p> <p><i>Zakon o parničnom postupku</i>, (NN 53/91, 91/92, 58/93, 112/99, 88/01, 117/03, 88/05, 02/07, 84/08, 123/08, 57/11, 148/11, 25/13, 89/14)</p>

<b>FICHE TERMINOLOGIQUE 10</b>	
<b>Terme:</b> <b>AMENDE</b>	
<b>Catégorie</b>	n. f.

<b>grammaticale</b>	
<b>Statut (usage)</b>	langue standard
<b>Collocations</b>	~ ferme, ~ avec sursis
<b>Domaine</b>	droit
<b>Sous-domaine</b>	droit pénal
<b>Définition du terme</b>	Sanction pénale qui consiste en une condamnation, prononcée contre l'auteur d'une infraction, au paiement d'une certaine somme d'argent.
<b>Hypéronyme</b>	peine sanction pénale
<b>Relation avec l'hypéronyme</b>	type de
<b>Hyponymes</b>	amende administrative amende civile amende pénale
<b>Isonyme</b>	emprisonnement jour-amende travail d'intérêt général
<b>Contexte du terme (+ référence)</b>	« <b>L'amende</b> est égale au quintuple de celle prévue pour les personnes physiques ; ce montant est doublé en cas de récidive. » Le monde politique, <i>Peines applicables aux personnes morales</i> , 2012. <a href="http://www.lemondepolitique.fr/cours/droit_penal/sanction_penale/responsabilite_personnes_morales.html">http://www.lemondepolitique.fr/cours/droit_penal/sanction_penale/responsabilite_personnes_morales.html</a> (consulté le 17 août 2016)
<b>Equivalent croate</b>	NOVČANA KAZNA
<b>Catégorie grammaticale</b>	adj. + n. f.
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Rječnik kaznenog prava</i> , Masmedia, Zagreb, 2002, p. 325

<b>Contexte de l'équivalent</b>  <b>(+ référence)</b>	<p>Osebnost je hrvatskog Kaznenog zakona da kod kaznenih djela protiv časti i ugleda propisuje samo <b>novčane kazne</b>.</p> <p>Petar Novoselec, Igor Bojanić, <i>Opći dio kaznenog prava</i>, Zagreb: Pravni fakultet Sveučilišta u Zagrebu, 2013.</p>
---	--

FICHE TERMINOLOGIQUE 11	
<b>Terme:</b> <b>AUTEUR</b>	
<b>Catégorie grammaticale</b>	n. m.
<b>Statut (usage)</b>	langue standard
<b>Collocations</b>	~ de l'infraction, ~ indirect
<b>Domaine</b>	droit
<b>Sous-domaine</b>	droit pénal
<b>Définition du terme</b>	Personne qui commet les faits incriminés ou qui, dans les cas prévus par la loi, tente de commettre un crime ou un délit et ainsi doit être considérée comme pénalement responsable.
<b>Synonyme</b>	auteur de l'infraction
<b>Hypéronyme</b>	participant criminel
<b>Relation avec l'hypéronyme</b>	type de
<b>Hyponymes</b>	auteur indirect

	auteur légal auteur matériel auteur principal
<b>Isonyme</b>	complice
<b>Contexte du terme</b> (+ référence)	« Rappelons que, par un arrêt de la chambre mixte du 28 janvier 1972, la Cour de cassation avait admis qu'il puisse y avoir partage de responsabilité entre l' <b>auteur</b> de l'infraction et la victime (Cass., ch. mixte, 28 janv. 1972, RTD civ. 1972. 406, obs. G. Durry). » Lucile Priou-Alibert, <i>Arrêt Kerviel : un revirement qui interroge</i> , Dalloz actualité, 2016
<b>Equivalent croate</b>	POČINITELJ
<b>Catégorie grammaticale</b>	n. m.
<b>Source de l'équivalent</b>	<i>Pravni leksikon</i> , Leksikografski zavod Miroslav Krleža, Zagreb, 2007, p. 1083
<b>Contexte de l'équivalent</b> (+ référence)	Ako se zakon nakon počinjenja kaznenog djela, a prije donošenja pravomoćne presude, izmijeni jednom ili više puta, primijenit će se zakon koji je najblaži za <b>počinitelja</b> .  <i>Kazneni zakon</i> (NN 125/11, 144/12, 56/15, 61/15)

<b>FICHE TERMINOLOGIQUE 12</b>	
<b>Terme:</b>  <b>CONTREFAÇON</b>	
<b>Catégorie grammaticale</b>	n. f.
<b>Statut (usage)</b>	langue standard

<b>Collocations</b>	~ de marque, ~ de modèle
<b>Domaine</b>	droit
<b>Sous-domaine</b>	droit pénal
<b>Définition du terme</b>	Imitation ou fabrication frauduleuse d'une chose au préjudice de celui qui a seul le droit de la fabriquer ou de la reproduire.
<b>Synonyme</b>	contrefaction
<b>Hypéronyme</b>	atteinte à l'ordre financier, économique et social
<b>Relation avec l'hypéronyme</b>	type de
<b>Hyponymes</b>	contrefaçon de brevet contrefaçon de marques contrefaçon de modèle contrefaçon d'œuvre contrefaçon de monnaie
<b>Isonyme</b>	achat ou vente sans facture fraude technique de vente répréhensible travail illégal
<b>Contexte du terme (+ référence)</b>	« La <b>contrefaçon</b> est aussi vieille que l'industrialisation. L'avènement de l'idée de propriété intellectuelle ou de marque s'est accompagné de l'apparition de contrefacteurs tentant de produire à moindre frais des copies de produits, dans le but de s'enrichir. Loin d'être une simple nuisance, les médicaments contrefaits peuvent causer de graves maladies et même provoquer des décès. » Priya Shetty, <i>Médicaments contrefaits : faits et chiffre</i> , <a href="http://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/sante/article-de-fond/m-dicaments-contrefaits-faits-et-chiffres.html">http://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/sante/article-de-fond/m-dicaments-contrefaits-faits-et-chiffres.html</a> (consulté le 17 août 2016)
<b>Equivalent croate</b>	KAZNENO DJELO KRIVOTVORENJA
<b>Catégorie grammaticale</b>	adj. + n. n. + n. n.
<b>Source de</b>	<i>Rječnik kaznenog prava</i> , Masmedia, Zagreb, 2002, p. 145

<b>l'équivalent</b>	
<b>Contexte de l'équivalent (+ référence)</b>	<p><b>Krivotvorenjem</b> se naziva izrada proizvoda koji imitiraju originalni proizvod označen žigom na način da na prvi pogled stvaraju dojam da se radi o originalnom proizvodu. Najčešći razlog <b>krivotvorenja</b> je nelegitimno stjecanje koristi od ugleda ili popularnosti koju kod potrošača uživa originalni proizvod, žig ili nositelj žiga.</p> <p>Državni zavod za intelektualno vlasništvo, <i>Krivotvorenje i piratstvo</i>, <a href="http://www.dziv.hr/hr/provedba-prava/krivotvorenje-i-piratstvo/">http://www.dziv.hr/hr/provedba-prava/krivotvorenje-i-piratstvo/</a> (consulté le 20 août 2016)</p>



## **8. ARBORESCENCE**

## 9. CONCLUSION

Dans notre travail terminologique nous avons effectué l'analyse de la terminologie française du domaine du droit pénal, ou plus précisément, de la partie du droit pénal français portant sur la responsabilité pénale des personnes morales.

D'abord nous avons présenté brièvement l'histoire de la terminologie ainsi que ses diverses définitions qui nous ont alors amené à la description de l'objet central de la terminologie – le terme. Ce chapitre est logiquement suivi par l'élaboration de la différence entre la langue commune et la langue spécialisée. Après cette représentation de la terminologie, nous sommes passés à la définition de la méthodologie du travail terminologique et ses étapes principales : le domaine, le corpus, le glossaire, la fiche terminologique et l'arborescence. La deuxième partie de notre mémoire de master est la partie pratique qui est composée de la traduction en croate de quatre textes portant le sujet juridique. Après la traduction, nous avons établi un glossaire regroupant les termes pertinents. Ensuite, nous avons rédigé 12 fiches terminologiques essayant de respecter tous les principes mentionnés dans le troisième chapitre. Enfin nous avons organisé les termes les plus importants sous la forme d'une arborescence.

Malgré notre connaissance solide du droit pénal croate, nous avons eu des difficultés en traduisant ces textes juridiques. Le problème principal était la traduction de certains termes, spécialement des instituts juridiques qui n'existent pas dans la législation croate (*responsabilité par ricochet, peine associée*). Pour résoudre ce problème nous avons consulté diverses sources du droit français et du droit croate et nous avons trouvé des termes qui décrivent le plus facilement leurs significations (*posljedična odgovornost, zamjenska kazna*). Étant donné que le droit pénal est un sous-domaine du droit qui a beaucoup de lien avec les autres sous-domaines comme le droit des affaires ou droit commercial et le droit des biens, nous avons parfois consulté les termes juridiques des autres sous-domaines qui n'appartiennent pas au droit pénal. Bien que le système juridique français soit différent du système juridique croate, dans notre domaine traité – la responsabilité pénale des personnes morales, heureusement il n'y a pas beaucoup de différences ce qui nous a facilité la tâche de traduction et le travail terminologique complet.

Finalement, ce mémoire terminologique nous a montré qu'il ne suffit pas d'avoir une excellente compétence linguistique dans la langue de départ et la langue d'arrivée pour bien

effectuer la traduction d'un texte spécialisé, mais qu' il est aussi nécessaire de connaître le domaine traité. Nous ne devons pas oublier que le droit est comme un organisme vivant vu son évolution permanente, et c'est pourquoi la traduction des textes juridiques et le travail terminologique sur le domaine du droit sont une tâche délicate qui exige une connaissance solide des droits positifs en question.

## 10. BIBLIOGRAPHIE

- 1) Anić, Vladimir. *Veliki rječnik hrvatskoga jezika*. Zagreb : Novi Liber, 2009.
- 2) Cabré, M. Teresa. Terminologie et dictionnaires . *Meta : journal des traducteurs/ Meta : Translators' Journal*. vol. 39, n° 4 (décembre 1994) : 589 – 597. Disponible sur: <http://www.erudit.org/revue/meta/1994/v/n4/002182ar.html> (consulté le 10 juillet 2016)
- 3) Cabré, Maria Térésa. *Terminologie: théorie, méthode et applications*. Ottawa : Les presses de l'Université d'Ottawa, 1999.
- 4) Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (en ligne). Disponible sur : <http://www.cnrtl.fr/> (consulté le 25 juillet 2016)
- 5) Cornu, Gérard. *Vocabulaire juridique*. Paris : PUF, 2012
- 6) CST. *Recommandations relatives à la terminologie*. Conférence des services de traduction des États européens, Berne, 2003
- 7) Dictionnaire français Larousse (en ligne). Disponible sur : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/%C3%A9tat/31316/locution>
- 8) Doucet, Jean-Paul. *Dictionnaires de droit criminel* (en ligne). Disponible sur: <http://ledroitcriminel.free.fr/dictionnaire.htm> (consulté le 10 août 2016)
- 9) Dubuc, Robert. *Manuel pratique de terminologie*. Québec : Linguattech éditeur, 2002.
- 10) EuroVoc, thésaurus multilingue de l'Union européenne, <http://eurovoc.europa.eu/drupal/?q=fr> (consulté le 12 août 2016)
- 11) Felber, Helmut. *Manuel de terminologie*. Paris : Centre international d'information pour la terminologie, 1987.
- 12) Francoeur, Aline. La fiche terminologique, entre théorie et pratique. *Lingues et linguistique*. n° 35, 2015. Disponible sur : [http://www.lli.ulaval.ca/fileadmin/llt/fichiers/recherche/revue\\_LL/vol35/A.Francoeur.pdf](http://www.lli.ulaval.ca/fileadmin/llt/fichiers/recherche/revue_LL/vol35/A.Francoeur.pdf) (consulté le 15 août 2016)
- 13) Gouadec, Daniel. *Terminologie – constitution des donnés*. Paris : AFNOR, 1990.
- 14) Horvatić, Željko ; Cvitanović, Leo ; Novoselec, Petar. *Rječnik kaznenog prava*, Zagreb : Masmedia, 2002.
- 15) InterActive Terminology for Europe, <http://iate.europa.eu/SearchByQuery.do> (consulté le 12 août 2016)

- 16) Kazneni zakon. Narodne novine. n° 125/11, 144/12, 56/15, 61/15
- 17) Krapac, Davor. *Kazneno procesno pravo. Prva knjiga : Institucije*, Zagreb : Narodne novine, 2014.
- 18) L'Homme, Marie-Claude. *Terminologie : Principes et techniques*. Montréal : PUM, 2004. Disponible sur : [http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&dq=%22recherche+th%C3%A9matique%22+terminologie&hl=hr&source=gbs\\_navlinks\\_s](http://books.google.hr/books?id=w222vwf6Mo0C&dq=%22recherche+th%C3%A9matique%22+terminologie&hl=hr&source=gbs_navlinks_s) (consulté le 15 juillet 2016)
- 19) Le Calvé Ivičević, Evaine. Le système scolaire en Croatie au XIXème siècle: un voyage terminographique dans le temps et l'espace. *Francontraste 2: la francophonie comme vecteur du transculturel*, CIPA, Mons, 2011
- 20) Légifrance, <http://www.legifrance.gouv.fr/> (consulté le 10 juillet 2016)
- 21) L'Homme, Marie-Claude. *Sur la notion de « terme »*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2005
- 22) Mamić, Mile. *Hrvatsko pravno nazivlje*, Zadar: LIN-CRO d.o.o., 2004.
- 23) Massiva, N. Zafio. L'arbre de domaine en terminologie. *Meta: journal des traducteurs / Meta: Translators' Journal*, vol. 30, n°2. 1985. Disponible sur : <http://www.erudit.org/revue/meta/1985/v30/n2/004635ar.pdf> (consulté le 15 juillet 2016)
- 24) Ministère de la Justice, <http://www.justice.gouv.fr/> (consulté le 14 juillet 2016)
- 25) Novoselec, Petar; Bojanić, Igor. *Opći dio kaznenog prava*, Zagreb : Pravni fakultet u Zagrebu, 2013.
- 26) Parc, Françoise. Phraséologie terminologique dans les textes législatifs et réglementaires. *Terminologie et traduction*. n°2/3, 1992.
- 27) Pavel, Silvia ; Nolet, Diane. *Précis de terminologie*. Hull : Bureau de la traduction, 2001.
- 28) Pitar, Mariana. La fiche terminologique – expansion et applications. *Scientific Bulletin of the "Politehnica" University of Timișoara Transactions on Modern Languages*, vol. 10, n°1-2, 2011. Disponible sur : <http://www.cls.upt.ro/files/buletin/2011/010.Mariana%20Pitar.pdf> (consulté le 15 juillet 2016)
- 29) *Pravni leksikon*. Zagreb : Leksikografski zavod Miroslav Krleža, 2007
- 30) Putanec, Vladimir. *Dictionnaire français-croate*. Zagreb : Školska knjiga, 2011.
- 31) Robert, Paul. *Le nouveau Petit Robert*. Paris : Le Robert, 2007

- 32) Thoiron, P. et Béjoint. H. La terminologie, une question de termes ? *Meta: journal des traducteurs / Meta: Translators' Journal*, vol. 55, n° 1, 2010. Disponible sur : <http://id.erudit.org/iderudit/039605ar>
- 33) Turković, Ksenija i dr. *Komentar kaznenog zakona i drugi izvori novoga hrvatskog kaznenog zakonodavstva*, Zagreb : Narodne novine, 2013.
- 34) Zakon o odgovornosti pravnih osoba za kaznena djela. Narodne novine. n° 151/03, 110/07, 45/11, 143/12